

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 AVRIL 1921.

Proposition de loi concernant l'obtention du diplôme d'instituteur et d'institutrice par les candidats qui ont subi l'examen devant les jurys centraux de Gand, Laeken et Forest en 1917-1918.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre au vote de la Chambre, est la conclusion d'une interpellation que nous adressions le 12 avril dernier à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

Pour convaincre nos honorables collègues de son utilité, nous ne savions mieux faire, nous semble-t-il, que de reproduire une partie des discours prononcés à l'occasion de cette interpellation; ces discours constituent la justification de notre proposition.

Voici en quels termes nous nous exprimions à la séance du 12 avril 1921.

M. Heyman. — Messieurs, un grand nombre d'instituteurs des communes flamandes ont été fortement lésés par l'invalidation des diplômes d'instituteur et d'institutrice délivrés en 1917 et en 1918 par les jurys centraux de Gand, Laeken et Forest. Plusieurs jeunes gens munis de ces diplômes remplissaient déjà depuis des mois, à l'entière satisfaction des autorités, les fonctions d'instituteur primaire dans les écoles communales adoptées et adoptables. Il y avait parmi eux des pères de famille et quelques-uns avait déjà prêté serment.

Pour vous rendre compte, Messieurs, de la portée de cet arrêté royal, je me permets de vous donner lecture des parties essentielles de l'arrêté-royal d'invalidation :

« Considérant que les jurys centraux formés à l'intervention du pouvoir occupant et qui ont siégé à Gand, Laeken et Forest, en 1917 et 1918, n'ont pas été constitués conformément à l'arrêté royal du 21 septembre 1884 et des

» instructions du 12 juillet 1904 et que les récipiendaires n'ont pas été interrogés
» sur toutes les matières obligatoires du programme ;
» Considérant qu'il y a lieu de régler définitivement la question de la validité
» ou de la non-validité des diplômes d'instituteur et d'institutrice primaire
» délivrés en 1917 et en 1918 ;

» Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

» Nous avons arrêté et arrêtons :

» ARTICLE PREMIER. — Il est constitué une Commission d'entérinement de
» cinq membres, chargés de vérifier, en vue de leur validation, les diplômes
» délivrés par les jurys officiels qui ont siégé en 1917 et en 1918 et de viser les
» actes destinés à les remplacer.

» ART. 2. — Les jurys qui ont été formés sans intervention du pouvoir
» occupant pour échapper à celle-ci et qui ont été reconnus régulièrement
» constitués, sont valables ; les certificats provisoires qui ont été délivrés aux
» récipiendaires sont remplacés par des diplômes réglementaires.

» ART. 3. — Les diplômes délivrés par les jurys centraux formés à l'inter-
» vention du pouvoir occupant en 1917 et en 1918 et qui ont siégé à Gand,
» Laeken et Forest ne peuvent être soumis à l'entérinement. Les récipiendaires
» seront admis à subir un nouvel examen devant un jury qui sera constitué
» incessamment.

» ART. 4. — Notre Ministre des Sciences et des Arts est chargé de l'exécution
» du présent arrêté. »

Cet arrêté royal porte la date du 21 août 1919.

En Wallonie, les récipiendaires diplômés dans les mêmes conditions ont été maintenus en fonctions et leurs diplômes ont été validés. Cette façon de traiter différemment des candidats qui ont subi le même examen est incompréhensible et exaspère beaucoup de familles, dont le plus grand nombre appartiennent à la classe ouvrière. Voilà la raison d'être de mon interpellation.

Je désire fournir à l'honorable Ministre des Sciences et des Arts l'occasion de donner, dans une discussion d'ensemble, des explications qui, j'espère, seront de nature à apaiser l'émoi que son arrêté royal a causé à beaucoup de familles.

Il y a quelque temps déjà, les honorables MM. De Keersmaecker, van Schuylenberg, Van Opdenbosch et moi-même, nous avons posé, relativement à cet objet, plusieurs questions à l'honorable Ministre, pour lui demander quelles étaient les raisons pour lesquelles les diplômes délivrés par les jurys de Gand, Laeken et Forest avaient été invalidés alors que les diplômes délivrés dans les mêmes conditions par les jurys de Mons, Seraing, Arlon et Liège avaient été validés.

Dans sa réponse à une question lui posée par l'honorable M. De Keersmaecker et par moi-même, l'honorable Ministre disait ceci :

« Les diplômes délivrés aux candidats-instituteurs par les jurys centraux

» siégeant à Gand, Laeken et Forest, en 1917 et en 1918, n'ont pas été déclarés
 » valables pour les motifs suivants :

» 1° Ces jurys n'ont pas été composés conformément aux dispositions de
 » l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 septembre 1884;

» 2° Les récipiendaires n'ont pas été interrogés sur toutes les branches
 » obligatoires de l'examen;

» 3° En ce qui concerne la capacité des récipiendaires, des garanties suffisantes
 » ne sont pas fournies par les opérations.

» Les opérations des jurys centraux à Mons, Seraing, Arlon et Liège, en
 » 1918, ont été déclarées valables, parce que les irrégularités constatées pour
 » les jurys de Gand, de Laeken et de Forest ne s'y sont pas produites. »

Notre honorable collègue, M. Van Opdenbosch, qui avait reçu, lui aussi,
 une réponse analogue à celle qui nous avait été faite, insista et, le 1^{er} mars der-
 nier, l'honorable Ministre des Sciences et des Arts complétait comme suit sa pre-
 mière réponse :

« B. Ces jurys furent institués par le ministère séparatiste flamand qui avait
 » été érigé par l'occupant.

» Ils n'étaient pas composés conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du
 » 21 septembre 1884. Cet article porte que ces jurys doivent être composés de
 » cinq membres, notamment un membre n'appartenant pas à l'enseignement et
 » étant président de droit ; deux membres appartenant à l'enseignement officiel
 » et deux à l'enseignement libre.

» Les membres appartenant à l'enseignement libre ont été écartés, sauf à
 » Laeken et à Forest, en 1917, et à Laeken, en 1918, où il ne fut fait appel qu'à
 » un seul inspecteur des écoles libres.

» C. La religion et la morale, une branche obligatoire, n'ont pas fait l'objet
 » d'un interrogatoire.

» D. L'administration ne peut tenir compte de la responsabilité des récipien-
 » daires en matière de non-observation des instructions. Si les jurys ne furent
 » pas composés légalement et s'ils ne se sont pas conformés aux prescriptions
 » réglementaires, leurs opérations ne peuvent pas être validées.

» C'est d'ailleurs dans ce sens que le Conseil des Ministres s'est prononcé
 » le 1^{er} août 1919 : Les examens — ainsi s'exprime le compte rendu de cette
 » séance — subis devant les jurys centraux institués à l'intervention de l'admi-
 » nistration séparatiste et dont la composition n'a pas été faite conformément
 » aux prescriptions sur la matière, ne peuvent pas être pris en considération
 » pour la validation.

» E. Telle que la question est libellée sub E, il est impossible d'y répondre.
 » Il va de soi que les jurys n'avaient pas le droit de délivrer des certificats aux
 » incapables. La seule raison qu'on puisse trouver à l'appui de ce procédé c'est
 » l'intention d'augmenter le nombre des adeptes de la clique activiste en créant
 » toute une série de diplômés.

» *Voici les résultats pour les divers jurys :*

» Session de 1917 :

- » Laeken, 1^{re} série, 120 présents : 98 diplômés.
- » Laeken, 2^e série, 29 présents : 27 diplômés.
- » Forest, 57 présents : 50 diplômés.
- » Gand (instituteurs), 46 présents : 39 diplômés.
- » Gand (institutrices), 102 présents : 55 diplômés.

» Session de 1918 :

- » Laeken (institutrices), 233 présents : 193 diplômés.
- » Laeken (instituteurs), 48 présents : 36 diplômés.
- » Forest (instituteurs), 1^{re} série, 118 présents : 82 diplômés.
- » 2^e série, 54 présents : 38 diplômés.
- » Gand (institutrices), 29 présents : 23 diplômés.
- » Gand (instituteurs), 97 présents : 52 diplômés.
- » Nombre total : 930 candidats se sont présentés et 693 ont été diplômés ;
- » 237 seulement ont été écartés.
- » Les candidats, dont il s'agit, ont été appelés devant deux jurys institués
- » par arrêté ministériel du 4 septembre 1919.
- » 171 candidats se sont présentés et 76 ont obtenu un diplôme ; 95 ont été
- » écartés. Parmi ces derniers se trouvent ceux qui réclament actuellement. »

Examinons maintenant la portée des différentes réponses de l'honorable —
Ministre des Sciences et des Arts. Tout d'abord, je pose en termes de conclusion
que je ne saurais, quant à moi, me raillier au point de vue de l'honorable
Ministre. C'est pourquoi je demande à la Chambre de lui faire connaître les
raisons qui m'ont décidé à me séparer de sa manière de voir.

Le premier motif d'invalidation donné par M. le Ministre est le suivant :
« Ces jurys, dit-il, n'ont pas été composés conformément aux dispositions de
» l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 septembre 1884. » Par ce fait, l'honorable
Ministre conclut à l'illégalité de ces examens. Permettez-moi, Messieurs, de
vous rappeler quelques règles au sujet des différents examens d'instituteurs
qui sont prévus par les lois régissant la matière.

Vous n'ignorez pas que depuis l'organisation de l'enseignement primaire
dans notre pays et sous le régime des différentes lois organiques des diplômes
d'instituteurs et d'institutrices sont délivrés à la suite d'examens subis dans les
écoles normales officielles et agréées ou devant des jurys centraux. Conformément
à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 septembre 1884, le jury central se compose
de cinq membres : un membre pris en dehors de l'enseignement et président de
droit, deux membres appartenant à l'enseignement public et deux appartenant à
l'enseignement libre.

Ce jury a été composé, jusqu'en 1916 inclus, d'un inspecteur principal
honoraire, d'un professeur honoraire d'athénée ou d'école normale, président,
d'un inspecteur principal ou d'un inspecteur cantonal en fonctions et de deux

inspecteurs de l'enseignement libre, dont un ecclésiastique chargé d'apprécier les épreuves en religion et morale.

Par suite des difficultés relatives aux passeports, les jurys siégeant dans l'étape, c'est-à-dire à Gand, devaient, à partir de 1917, être constitués par des membres habitant Gand et les environs, et à défaut de membres de l'enseignement libre ils ont été composés exclusivement d'un président pris en dehors de l'enseignement et d'inspecteurs principaux et cantonaux de l'enseignement public encore en fonctions. A chaque examen, les récipiendaires furent prévenus qu'ils pourraient passer un examen complémentaire en religion et en morale aussitôt que les difficultés seraient levées. D'ailleurs, je démontrerai l'exactitude de ces faits en passant une copie d'un diplôme aux membres de la Chambre, diplôme sur lequel vous trouverez en toutes lettres ce que je signale.

Les diplômes qui en faisaient mention ont été signés par tous les membres du jury. Les nominations de ces jurys ont été faites en 1915, 1916, 1917 et 1918, par l'autorité occupante, et les opérations ont eu lieu, comme les années antérieures, conformément aux instructions ministérielles du 12 juillet 1904. Deux professeurs qui étaient connus comme activistes et que l'autorité allemande proposait de faire entrer dans le jury ont été écartés à la demande expresse des inspecteurs faisant partie du jury dont je parle. Ces examens ont été très sérieux et les membres du jury de Gand n'ont subi aucune influence; au contraire, je vous démontrerai tantôt que nous avons eu affaire à des hommes qui, au point de vue patriotique, ont fait tout leur devoir et dont tout le monde, sans exception, a reconnu la conduite absolument irréprochable à cet égard.

Le même désir de rester en accord avec les règlements belges a présidé aux examens de 1917-1918. Dans les examens de sortie des écoles normales officielles et agréées, tous les membres des jurys, laïcs et ecclésiastiques, nommés par l'occupant, ont accepté de siéger. Mais dans les jurys centraux, nommés par le même occupant, également en vertu de l'article 24 de la loi, les membres du clergé se sont désistés et ont été remplacés par des laïcs de l'enseignement privé ou officiel. Il est à remarquer, Messieurs, que la constitution de ces jurys, aussi bien wallons que flamands, avait eu lieu conformément au règlement organique sur ces examens, mais modifié à la suite des abstentions susdites.

Avant de siéger, certains inspecteurs avaient préalablement consulté des autorités représentant notre Gouvernement du Havre; d'autres avaient demandé l'avis de députés et de sénateurs. J'ajouterai que, dans la Flandre orientale, ils avaient essayé de constituer un jury clandestin, mais le projet n'a pas abouti. Quelques inspecteurs ont fait partie, en 1917 et 1918, de jurys de sortie d'écoles normales et de jurys centraux.

Je reviendrai tantôt à ce point important.

A la page 212 des questions et réponses du 1^{er} mars 1921, M. le Ministre précise cette pensée de la constitution antiréglementaire des jurys et dit :

Ces jurys furent institués par le ministère séparatiste flamand qui avait été érigé par l'occupant.

Comment donc? Les diplômes délivrés par le jury de Gand, par exemple, ne

Et le jury wallon? Ne fut-il pas institué par ce même occupant et par le même ministère séparatiste wallon?

Qui m'expliquera, Monsieur le Ministre, comment en octobre 1918 il fut possible à MM. Flament, Gheude, Descamp et Mélon de constituer un jury officiel à Mons, sans intervention de l'autorité occupante et sans l'assentiment de l'administration séparatiste de Namur?

Et votre Commission d'enquête déclare valables comme ayant été délivrés par un jury officiel sans reproche les diplômes accordés à Mons, et dans votre réponse du 11 janvier 1920 à mon ami van Schuylenbergh qu'une décision différente de celle de Gand a été prise pour Mons, Seraing, Liège et Arlon, parce que ces jurys ont été composés régulièrement et que les actes ont présenté toutes les garanties requises?

Cela fait inévitablement l'impression d'un système de deux poids et de deux mesures.

Mais je vais plus loin et je vous demande, Monsieur le Ministre : les jurys des examens de sortie des écoles normales de l'État et des écoles normales agréées ne furent-ils pas institués par le même ministère séparatiste?

Et les jurys pour les examens de passage dans les écoles normales de l'État? La même chose.

Les subsides aux écoles adoptables étaient alloués par le même ministère séparatiste. Fallait-il les refuser et saboter tous les services?

Dans les autres services : contributions, domanes, enregistrement, postes, etc., le même ministère séparatiste décréta également des mesures administratives (recettes, dépenses, etc.). Il n'en pouvait d'ailleurs autrement, et cela ne signifie nullement que les bénéficiaires de ces mesures administratives approuvèrent le ministère séparatiste comme tel, loin de là !

Il n'y avait donc aucun motif pour distinguer entre les différents jurys : Flamands et Wallons, tous étaient dans le même cas, et personne n'a pu justifier, à mon avis, la cruelle mesure qui frappa ces jeunes instituteurs flamands dont les diplômes furent invalidés.

D'ailleurs, Messieurs, le prédécesseur de l'honorable M. Destrée — j'ai nommé l'honorable M. Harmignie — a, à mon avis, péremptoirement établi, dans la séance du 4 juin 1919, la légalité des diplômes qui nous préoccupent.

Je sais qu'une partie de la Chambre n'a pas suivi l'ancien Ministre des Sciences et des Arts. A mon sens, ces honorables collègues ont eu tort. Tout le monde connaît les suites de l'interpellation adressée à l'honorable M. Harmignie : il s'est retiré du cabinet Delacroix ; permettez-moi de le dire, on a été injuste à son égard.

M. Van Caenegem. — C'est très exact.

M. Heyman. — Je me permettrai de vous lire un passage du discours de l'honorable M. Harmignie et je ne vous cacherai pas que, en examinant les *Annales parlementaires*, je n'ai pu trouver aucune réponse qui puisse justifier la manière de voir adoptée par la majorité de la Chambre.

Après une intervention de l'honorable M. Lamborelle, l'honorable M. Harmignie s'exprimait en ces termes :

« **M. Harmignie**, Ministre des Sciences et des Arts. — Messieurs, un mot de réponse à une question soulevée par M. Lamborelle.

» J'aurais validé des diplômes d'instituteur et d'institutrice primaires délivrés par des jurys centraux qui ont siégé, en 1917 et en 1918, sous le régime de la séparation administrative.

» Je tiens d'autant plus à m'expliquer à cet égard que je renseignerai du même coup le *XX^e Siècle*, qui, dans un article de ce matin, m'a fait l'amabilité de m'attribuer des « sympathies activistes ».

» Voici ce qui s'est passé. La Flandre orientale se trouvait dans l'étape. On n'y avait pas établi, comme dans d'autres provinces, de jurys clandestins. Ceux-ci n'étaient pas connus des candidats habitant les Flandres, qui, d'ailleurs, se seraient trouvés dans l'impossibilité de s'y présenter, attendu que la région des étapes était séparée du reste du pays et qu'il fallait un passeport pour se rendre d'une localité à une autre.

» Les jeunes gens étaient donc forcés de se présenter devant le jury central officiel.

» Ce jury était d'ailleurs composé de fonctionnaires belges qui étaient en fonctions avant la séparation administrative, avaient été régulièrement nommés par l'occupant et avaient fait partie de jurys centraux sous le Gouvernement belge. Les inspecteurs, membres de ces jurys, avaient été couverts par les autorités belges. Aucun d'entre eux n'a été l'objet d'une peine disciplinaire.

» Les jurys eux-mêmes étaient institués en conformité des lois et des règlements sur la matière. Dans ces conditions, il eût été excessif de considérer ces examens comme nuls et nonavenus, et j'ai décidé qu'ils pourraient être validés à la condition que les récipiendaires subissent un examen sur la religion et la morale, examen qui n'avait pas eu lieu, et que les épreuves écrites — partie des plus importante de l'examen — fussent soumises à une vérification très attentive afin que l'on eût la garantie que ces opérations avaient été sérieuses. Il n'y a donc pas de validation. Celle-ci est conditionnelle : elle ne pourra, éventuellement, être prononcée que lorsque les conditions auxquelles elle est subordonnée auront été pleinement remplies. En réalité, il s'agira plutôt de régulariser que de valider. »

Je souligne ce passage : ces inspecteurs, membres du jury, avaient été couverts par les autorités belges.

Aucun d'entre eux n'a été l'objet de peines disciplinaires.

En réalité, et c'était là pour ainsi dire le résumé de la pensée de l'honorable M. Harmignie, il s'agissait de régulariser plutôt que de valider.

Voilà donc ce que disait l'honorable M. Harmignie à la séance du 4 juin 1919 et voici maintenant la preuve absolument indiscutable que les inspecteurs appelés à siéger dans ce jury se sont entourés de conseils et de toutes les garanties possibles auprès des autorités belges, j'insiste sur le mot.

J'ai tâché de prendre langue chez les inspecteurs qui ont été intéressés dans

cette question et je tiens à la disposition de l'honorable ministre plusieurs des lettres qui m'ont été adressées par eux. Je ne veux en citer qu'une seule : elle me paraît péremptoire.

L'inspecteur principal de l'arrondissement de Gand, M. Loos, avait été invité à faire partie du jury. Il s'est rendu auprès du premier magistrat belge en fonctions en ce moment dans sa province, le gouverneur de la Flandre orientale, et voici la déclaration de l'honorable baron de Kerchove d'Exaerde. Je la lis textuellement :

« Dans le courant de l'année 1917, M. Loos, inspecteur principal de
» l'enseignement primaire est venu me demander s'il y avait lieu pour les
» inspecteurs de l'enseignement primaire d'accepter de faire partie des jurys pour
» les institutrices constitués en vertu de l'article 24 de la loi sur l'enseignement
» primaire.

» Je lui ai répondu qu'à mon avis ils étaient normalement appelés à siéger
» dans ces jurys à raison de leurs fonctions, ils pouvaient le faire, estimant qu'il
» était préférable que ces jurys ne fussent pas composés de personnes à la dévo-
» tion de l'occupant. »

Il y a plus, l'honorable gouverneur est interrogé une seconde fois, et voici cette seconde déclaration qui, cette fois, est faite en flamand. Je la traduis en deux mots ; il dit à ses inspecteurs : « Moi, gouverneur de la Flandre orientale, je vous
» couvre entièrement devant le gouvernement belge. »

Est-ce assez éloquent ?

J'ai sous la main une lettre émanant d'un autre inspecteur cantonal, M. R. Declercq, un brave homme absolument irréprochable, tout le monde est d'accord pour le déclarer.

Invité régulièrement par lettre émanant du ministère, et dont j'ai la copie ici, à siéger au sein d'un de ces jurys, que fait-il ? Comme il l'expose dans sa lettre, on ne disposait pas à ce moment là, en pays occupé, de tous les éléments voulus et l'on ne savait pas exactement ce qui se passait à Bruxelles, dans les Ministères. Il s'en va donc chez un de nos anciens collègues, — et il me sera permis de le nommer, pour être tout à fait précis, — l'honorable M. Moyersoen, ancien député d'Alost. Et quelle est la réponse écrite par l'honorable M. Moyersoen à cet inspecteur cantonal d'Alost ? La voici, elle tient en deux lignes :

« J'ai vu M. le Gouverneur ; il partage parfaitement mon avis que les inspec-
» teurs ne peuvent songer à démissionner. Voulez-vous le communiquer à tous
» vos collègues ? »

Un peu plus loin, voulant de nouveau rassurer ces inspecteurs, M. Moyersoen leur dit : « Je vous couvre devant le Gouvernement belge. »

Vous reconnaitrez avec moi, Messieurs, qu'il est plus que temps qu'on mette fin aux histoires inventées dans certaines administrations de l'enseignement et jetant la suspicion sur ces fonctionnaires irréprochables. J'ai toujours pensé et je pense encore et plus que jamais qu'au point de vue du pays et surtout au point de vue de notre belle cause flamande, l'activisme a non seulement été un grand défaut, mais un crime.

Mais le cœur et la justice condamnent la flétrissure d'hommes qui, non seulement n'ont pas versé dans cette erreur, mais qui ont toujours cru devoir consulter les autorités belges avant d'accomplir un acte quelconque. Il me semble que ces hommes ont plutôt mérité la gratitude de la Patrie.

M. Destrée, Ministre des Sciences et des Arts. — Je ne vous ai jamais dit le contraire.

M. Heyman. — Je ne dis pas que vous, personnellement, vous avez dit le contraire. J'interpelle le Ministre des Sciences et des Arts, parce que c'est lui qui est compétent.

Ce matin encore, j'ai reçu une lettre émanant de plusieurs inspecteurs qui me prient de faire tenir leur missive à leur chef hiérarchique, l'honorable Ministre des Sciences et des Arts. Eh bien, Monsieur le Ministre, devant le Parlement, je vous demande de prendre connaissance de ces quelques lignes :

« Gand, le 10 avril 1921.

» MONSIEUR LE MINISTRE,

» Les soussignés, anciens membres des jurys centraux d'instituteurs et d'institutrices à Gand, sessions de 1917 et de 1918, ont l'honneur et le devoir de déclarer, en ce qui les concerne :

» Qu'ils n'ont siégé dans ces jurys que sur l'avis d'autorités représentant le Gouvernement du Havre;

» Qu'ils n'ont pas délivré de certificats à des incapables;

» Que, conséquemment, ils n'ont pu avoir « l'intention d'augmenter le nombre des adeptes de la clique activiste ».

» Ils vous présentent, Monsieur le Ministre, l'hommage de leur haute considération. »

Quels sont les signataires? Ce sont : M. Desmet, inspecteur honoraire principal de l'enseignement primaire à Gand; M. Loos, inspecteur principal; M. Van Overstraeten, inspecteur principal; M. Vande Velde, inspecteur principal; M. Gheysens, M. Claeys, M. R. Declercq, M. Van Tortelboom, inspecteurs cantonaux.

Or, M. Van Overstraeten avait trois fils au front, dont deux volontaires. M. Vande Velde avait un fils au front; M. Loos et M. Gheysens également. Quand on peut se glorifier d'avoir eu des enfants blessés au front, il est vraiment pénible que, dans une réponse ministérielle, on parle à leur propos de la clique activiste.

-- Je me permets respectueusement de dire à l'honorable Ministre qu'on devrait s'abstenir de blesser si profondément le cœur de certaines gens du pays flamand. Voilà pour les inspecteurs.

J'en viens maintenant à une seconde objection faite par l'honorable Ministre. Celui-ci, dans sa réponse du 1^{er} mars à l'honorable M. Van Opdenbosch, fait

observer que « la religion et la morale, branches obligatoires, n'ont pas fait l'objet d'un interrogatoire ».

C'est exact. Mais l'honorable Ministre sait, comme moi, que cette lacune est due uniquement au fait que les membres chargés de cet interrogatoire refusaient de siéger dans certaines provinces ou faisaient partie de jurys clandestins formés pendant la guerre. Cependant, le jury a prévu cette lacune, Monsieur le Ministre, car chaque diplôme délivré porte ? Il est toujours bon d'avoir des preuves qui ne peuvent pas être contestées :

M. Destrée, Ministre des Sciences et des Arts. — Il est assez piquant d'entendre un membre de la droite dire que l'interrogatoire sur la religion n'a pas d'importance.

M. Heyman. — Je n'ai pas dit cela et me suis borné à exposer les faits tel quels. Le jour où il faudra défendre l'importance de l'enseignement religieux, je serai de la partie, Monsieur le Ministre, et de toute mon âme.

Dans l'occurrence, il n'a pas été possible d'avoir un ecclésiastique chargé de l'interrogatoire sur la religion et la morale et on a inscrit sur le diplôme la phrase suivante :

« L'examen de religion et de morale pourra se faire plus tard. »

C'est ce que M. Harmignie avait prévu et c'est ce que les intéressés ont toujours accepté et admettent encore. Ils ne demandent pas mieux que de pouvoir démontrer encore aujourd'hui qu'ils ont les connaissances voulues en matière de religion et de morale.

L'examen de morale a eu lieu cependant par ceux des récipiendaires qui avaient demandé d'être dispensés de l'épreuve de religion. Ce diplôme était donc complet conformément aux prescriptions de la loi, et cependant il n'a pas été validé.

M. Huysmans. — Cela semble prouver qu'on cherchait des prétextes.

M. Heyman. — Voilà en ce qui concerne l'illégalité du jury. Mais depuis quelques temps l'illégalité dans la constitution du jury n'est plus le motif unique invoqué pour justifier l'invalidation des diplômes de 1917. On a commencé à sentir depuis quelques mois que cela tenait difficilement.

Le 11 février dernier, dans une réponse à une question de M. De Keersmaecker et moi-même, le département invoque un motif nouveau à l'invalidation des diplômes délivrés. Le voici :

« En ce qui concerne la capacité des récipiendaires, dit-il, des garanties suffisantes ne sont pas fournies par les opérations. »

Et d'abord, pourquoi faut-il plus de deux ans avant de produire cet argument ? Ne serait-ce pas que l'illégalité dans la constitution du jury ne peut plus être soutenue plus longtemps ? Et plus, où sont les preuves ? Veut-on les trouver dans les quelques données statistiques reproduites dans la réponse à la question de M. Van Opdenbosch ? Mais ces statistiques, où l'on met en regard du nombre

des récipiendaires qui se sont présentés le nombre de ceux qui ont obtenu le diplôme, ne nous disent rien. Pour avoir quelque valeur, il faudrait produire des statistiques analogues, concernant les résultats obtenus devant des jurys clandestins, des jurys chargés d'examiner les instituteurs et les institutrices, à qui la dispense était refusée par l'inspection ou par la loi.

Que le nombre des récipiendaires diplômés était relativement élevé, ce qui serait encore à prouver par une statistique comparative, rien d'étonnant. Plusieurs écoles normales, collèges et autres institutions d'enseignement étaient fermés ou peu accessibles; les cours de l'université étaient suspendus. Des élèves qui avaient fait plusieurs années d'études normales, qui avaient terminé leurs humanités, qui avaient déjà suivi des cours à l'université, et qui en temps ordinaire ne se seraient jamais présentés devant le jury central, s'étaient préparés maintenant pour y subir l'examen d'instituteur. Bien plus, à Ostende, un groupe d'élèves de l'école normale de Bruges, qui était fermée, avait su ériger un cours normal, en vue de l'examen devant le jury central.

Rien d'étonnant, dès lors, que les bons éléments étaient nombreux et les cas de réussite relativement nombreux.

D'ailleurs, en ces temps-là, surtout dans la régions des étapes, les voyages étaient difficiles et coûteux. Seuls les jeunes gens qui s'étaient bien préparés à l'examen risquaient un déplacement.

En tout cas, le fait que les bureaux de l'administration centrale sont en possession de toutes ces données statistiques prouve de la régularité, de l'exactitude des opérations des jurys flamands; les rapports ont été bien dressés, ainsi que les tableaux y annexés. Peut-on dire la même chose, Monsieur le Ministre, de tous les jurys qui ont siégé en ces temps, et notamment des jurys clandestins, dont les diplômes ont été validés pourtant?

Le fait qu'en 1919 plus que la moitié de ces instituteurs qui se sont présentés devant le jury ont échoué n'est pas une preuve non plus. Pas même le tiers des diplômés de 1917 et de 1918 ne s'est présenté à cet examen, et encore ces malheureux ont été pris à l'improviste.

Le plus grand nombre de candidats ont refusé de comparaître devant ce jury, non pas de peur, mais forts de leur droit et de la justice de leur cause. A deux reprises déjà, ils avaient vu valider et invalider leurs diplômes. Ils se sentaient les victimes d'une campagne secrète et sournoise, ils se voyaient décriés, vilipendiés, et ils se sentaient irréprochables. Étant Belges autant que leurs collègues wallons, ils se voyaient appliquer un autre traitement. Comme eux, ils voulaient bien se soumettre à un examen complémentaire sur la religion et la morale, mais non pas à nouvel examen.

Un certain nombre d'instituteurs pourtant, notamment ceux qui étaient déjà en service dans une école inspectée par l'État, n'avaient qu'à se soumettre à ce nouvel examen, ou à démissionner.

Forts des paroles de M. Harmignie, alors Ministre des Sciences et des Arts, qui dans la séance du 4 juin 1919 avait dit dans la Chambre des Représentants : « Je me réserve au surplus le droit d'examiner s'il ne conviendrait pas de soumettre ces récipiendaires à un examen supplémentaire, qui serait subi devant

ce jury » ; ces instituteurs restaient en fonctions jusqu'au jour de l'examen. Mais au lieu d'un examen supplémentaire, ils avaient à subir un examen à fond. Les questions étaient difficiles et le jury sévère.

Je ne mets pas en doute l'honorabilité des membres de ce jury, mais n'ont-ils pas été sous l'influence de cette atmosphère de méfiance contre ces malheureux instituteurs qui planait alors sur le pays et qui chaque jour était empestée davantage par une campagne de presse, à laquelle plusieurs feuilles d'expression française avaient eues une large part?

Pris à l'improviste un grand nombre de candidats échouèrent. Je me demande quel serait le résultat d'un examen pareil où les instituteurs sortis de n'importe quelle école normale seraient appelés à l'improviste, un ou deux ans après l'examen de sortie.

Dans une des réponses citées plus haut, il est dit encore : « Les membres du jury ne se sont pas conformés aux instructions réglementaires. » C'est une accusation grave, Monsieur le Ministre. Y songez-vous? Une enquête sur la marche des opérations de ce jury a-t-elle eu lieu? De quelle manière les contrôleurs ont-ils procédé dans cette enquête? Je ne le sais. Mais ce que je sais pertinemment bien, c'est que les membres du jury n'ont jamais été avertis, n'ont jamais été entendus, ni admis à s'expliquer. Votre administration a statué donc en se basant sur des rapports secrets.

M. le Ministre, qui a si bien défini de quelle manière une enquête doit être conduite quand un instituteur est en cause, qui attache tant de prix à ce que l'intéressé soit entendu, doit certainement réprouver la procédure suivie.

Aucun membre du jury n'a eu communication des motifs de l'invalidation des diplômes que par voie des réponses données aux questions posées par des députés. Jusqu'au 11 février dernier, le seul motif invoqué fut l'irrégularité de la constitution du jury.

Au mois d'août 1919, après l'invalidation définitive des diplômes, le président du jury des instituteurs à Gand, mis en éveil par des rumeurs vagues sur des irrégularités commises par les membres du jury, voulait en avoir le cœur net et adressait à M. le Ministre des Sciences et des Arts, la lettre suivante :

« On me dit que le rapport sur la vérification des opérations des jurys de » Gand — article 24 de la loi scolaire — contient des observations sur des » irrégularités qui auraient été constatées.

» En ma qualité de président du jury central, je vous prie de me faire » connaître en quoi consistent ces irrégularités, ou, si vous le préférez, de » m'indiquer le jour et l'heure où je pourrais me présenter dans vos bureaux » pour me les communiquer et entendre ma réfutation au nom du jury.

» Quand on est accusé, il n'est que juste, n'est-ce pas, qu'on puisse se » défendre, s'il y a lieu.

» Veuillez agréer, M. le Ministre, etc. »

A cette lettre, il ne reçut jamais de réponse.

Mais le comble de l'injustice consiste dans cette insinuation méchante et tendancieuse que nous trouvons dans la réponse du 1^{er} mars : « La seule raison

» qu'on puisse trouver à l'appui de ce procédé, c'est l'intention d'augmenter le
» nombre de la clique activiste en créant toute une série de diplômés ».

Cette insinuation est précédée de la liste des membres du jury, composée en grande partie d'inspecteurs encore en fonctions. Je connais plusieurs de ces Messieurs, si pas tous. Tous sont des fonctionnaires modèles et, au point de vue patriotique, au-dessus de toute suspicion. Je ne puis permettre que de telles calomnies soient lancées sans être relevées.

Les membres du jury ne connaissaient pas personnellement la plupart des candidats, et ceux qu'ils connaissaient n'étaient pas des activistes, loin de là.

Dans mon dossier, je conserve des lettres de plusieurs diplômés de 1917 et 1918, des lettres de parents, de directeurs d'écoles normales et d'autres autorités, qui prouvent que les intéressés étaient loin du mouvement activiste.

Non, messieurs, pas plus que l'irrégularité de la constitution du jury, pas plus que l'irrégularité des opérations des examens, l'activisme des récipiendaires ne peut être invoqué pour maintenir l'invalidation des diplômes.

Il en est de même de l'insuffisance des garanties.

Avant la guerre déjà, il existait une certaine prévention contre l'examen institué en vertu de l'article 24; on prétendait que cet examen était trop facile. Depuis lors, le législateur a donné une certaine satisfaction aux adversaires du jury central, en renforçant le programme d'abord, ensuite en astreignant les candidats-instituteurs à subir deux examens au lieu d'un seul.

Il n'entre pas dans mes intentions de discuter la valeur de l'assertion précitée, ni l'efficacité des nouvelles dispositions légales concernant ces examens. Seulement je veux appeler l'attention sur ce fait pour que ceux qui veulent juger avec impartialité la question des diplômes de 1917 et de 1918 puissent se défaire de toute prévention et n'avoir en vue que les lois et les règlements alors en vigueur.

Je suis en possession de plusieurs séries de questions qui ont été posées. Un examen attentif de ce dossier m'a convaincu que ces questions étaient sérieuses et que les candidats qui pouvaient y répondre d'une manière satisfaisante faisaient preuve de capacité et qu'ils méritaient le diplôme d'instituteur primaire.

Je prie M. le Ministre de faire le nécessaire pour pouvoir revenir sur la décision prise.

Maintenant que nous sommes assez éloignés de cette période troublée, que l'atmosphère chargée de méfiance a pu s'éclaircir, nous pouvons regarder les faits de plus haut et en avoir une idée plus nette. Et quand cet aperçu nous convainc de ce que les faits ont été mal interprétés, qu'on a été trop sévère, injuste même, alors il est temps de réparer le tort commis.

Si M. le Ministre croit que préalablement une nouvelle enquête s'impose, qu'il veuille bien l'entourer de toutes les garanties d'impartialité, qu'il veuille surtout la rendre générale, de sorte qu'elle embrasse les opérations des jurys wallons, des jurys clandestins et des jurys qui ont été chargés d'examiner les membres du personnel enseignant non exemptés par l'inspection ou par la loi.

Je suis convaincu que cette enquête comparative mettra en évidence la régularité des opérations des jurys flamands et que tous les diplômes délivrés en 1917 et 1918 seront validés et définitivement, à condition que les récipiendaires passent un examen en religion et morale et un examen didactique.

En posant cet acte de justice, M. le Ministre apportera l'apaisement dans bien des cœurs et la joie dans bien des familles.

En ces temps que le personnel enseignant fait défaut, que les fournées annuelles de toutes les écoles normales du pays ne sont pas à même à combler les vides dans les rangs des instituteurs, et que dans certains milieux on préconise l'introduction de l'élément non diplômé dans les écoles, l'appoint des diplômés de 1917 et de 1918 serait bien venu.

Je crois pouvoir affirmer, au nom de tous ces instituteurs, que l'acte de M. le Ministre serait hautement apprécié, et les intéressés exprimeront leur reconnaissance par leur zèle et leur dévouement dans l'œuvre de l'éducation et de l'instruction des enfants du peuple.

Dans sa réponse à ce discours, l'honorable Ministre des Sciences et des Arts reprit et développa les arguments qu'il avait fait valoir dans ses réponses aux questions qui lui avaient adressées nos honorables collègues De Keersmaecker, Van Schuylenbergh, Van Opdenbosch et moi-même.

Dans la seconde partie de son discours, l'honorable Ministre suggéra un moyen terme : « Présentez, disait-il, une proposition de loi instituant un nouvel examen pour les instituteurs que vous avez défendus. Je l'examinerai très volontiers avec bienveillance et avec le désir d'aboutir. »

Voici, en effet, en quels termes l'honorable Ministre s'exprima :

« Je ne puis donc pas revenir sur le passé. Mais soyons pratiques ; n'y a-t-il rien à faire en faveur de ces jeunes gens ? Voilà des jeunes gens qui ont fait des études, qui se sont, à un moment donné, présentés dans des conditions qu'ils croyaient régulières, qui ont obtenu un diplôme qu'ils pensaient valable, diplôme qu'ils ont vu d'un coup se casser en leurs mains, précisément au moment où ils voulaient s'en servir ; des jeunes gens qui sont entrés dans l'enseignement, qui s'en sont vus congédier. Je comprends très bien que leur situation soit pénible. Je suis disposé à faire ce qui est possible pour l'améliorer, mais je ne puis remettre en question le passé et, pour des raisons que je n'aperçois pas, désavouer le cabinet précédent. Qu'est-ce qui est possible, qu'est-ce qui est pratique ? Vérifier la capacité des intéressés par un nouvel examen. On dit qu'ils sont prêts à passer l'examen en religion. Pourquoi pas un examen sur le reste ? On répond : quand on a passé un examen depuis deux ans, on n'est plus capable de le subir. J'avoue qu'après trente-cinq ans de barreau, je serais embarrassé de passer un examen de docteur en droit, mais si le malheur voulait que mon diplôme fut contesté et que je dusse faire un effort, je ferais cet effort : cela en vaudrait la peine.

» Il s'agit de jeunes gens qui veulent à nouveau assurer leur avenir. Demandez-leur donc de faire un effort ! On pourrait, au besoin, dans une certaine mesure, non pas faire un examen pour la forme, — je ne m'y prêterais pas, — mais tenir compte du passé dans le nouvel examen.

» La difficulté est que la loi sous laquelle nous vivons exige que cet examen soit passé en deux épreuves séparées par un an d'intervalle. Par conséquent, si j'instituait cet examen, ce serait dans un an et demi au plus tôt que ces

» jeunes gens pourraient obtenir le diplôme. A ceux d'entre eux vous qui se sont
 » intéressés à cette question, j'ai signalé depuis longtemps la possibilité d'user
 » de l'initiative parlementaire. Présentez un projet de loi, votre interpellation
 » en sera l'exposé des motifs. Je ne vois pas autre chose à faire. Que le parle-
 » ment m'autorise, à titre exceptionnel, à organiser une épreuve, une seule
 » épreuve qui présenterait des garanties suffisantes pour que j'aie l'assurance
 » d'avoir des instituteurs à la hauteur de leurs fonctions.

» Voilà, me semble-t-il, la seule manière de sortir de la difficulté, et il y a
 » un an que j'indique cette solution. Je crois, Monsieur Heyman, qu'il eût été
 » plus pratique d'user de votre droit d'interpellation. Le droit d'interpellation
 » peut donner lieu à un beau discours avec des accents passionnés, dont vous
 » sauront gré ceux que vous avez défendus, mais lorsque la Chambre aura passé
 » à l'ordre du jour, les intéressés seront gros Jean comme devant, tandis que si
 » vous aviez présenté ce projet de loi dans des termes que j'aurais pu admettre,
 » il est fort possible que la situation eût été réglée actuellement. »

Je me résume. Je suis interpellé au sujet d'un acte que je n'ai pas posé. J'apporte à la Chambre des raisons qui ont légitimé cet acte; je pense que ces raisons sont sérieuses et, en tous cas, tellement sérieuses qu'il ne m'appartient pas de revenir sur le passé. J'explique ce qui a été fait et je l'approuve. Je ne puis pas, quant à moi, — je n'en vois même pas la possibilité légale, — remédier à la situation par voie administrative.

Si les honorables membres qui s'intéressent à ces instituteurs veulent présenter une proposition de loi, je ne dis pas d'avance que je m'y rallierai, — car on ne se rallie pas à l'inconnu, — mais je promets de l'examiner très volontiers avec bienveillance et avec le désir d'aboutir.

Le discours de l'honorable Ministre ouvrait la voie à l'entente. C'est ce que j'ai voulu faire ressortir en prenant une seconde fois la parole et en m'exprimant dans les termes suivants :

« Il me semble que quelques résultats sont atteints déjà pour le moment, et
 » tout d'abord l'atmosphère dans laquelle l'honorable Ministre nous a répondu
 » me plaît beaucoup. Il est donc admis, avéré et incontestable, que les membres
 » des jurys qui ont siégé en 1917 et 1919 sont absolument irréprochables et il
 » leur fera certainement plaisir de prendre connaissance de la réponse que
 » l'honorable Ministre vient de faire. Je dois dire cependant, avec l'honorable
 » M. Van Opdenbosch, que, malheureusement, la réponse que nous avons reçue,
 » lui et moi, avait fait penser à autre chose. On y parlait d'augmenter la clique
 » activiste en faisant des diplômés incapables, et c'est la raison pour laquelle ces
 » gens se sont alarmés et ont vivement protesté.

» Il doit être également reconnu que les élèves qui se sont présentés devant
 » ces jurys ont été de bonne foi. C'est un devoir de justice de le proclamer.
 » Chaque fois qu'il nous est possible d'amener l'apaisement en une matière
 » quelconque, c'est un devoir national pour nous d'y coopérer. »

M. Poncelet. — C'est évident !

M. Heyman. — Je le ressens très profondément. Tous les jours je suis témoin de choses fort tristes. Vous ne sauriez croire combien la divulgation de certaines accusations imméritées font du tort à l'unité du pays, au sentiment national.

Il ne faut pas qu'on dise à la légère comme j'ai entendu dire : « Vous vous êtes présenté devant un jury activiste. » Cela blesse profondément les intéressés, croyez-moi, et avec raison.

Le Ministre nous a dit — et je lui en suis reconnaissant — qu'incontestablement la bonne foi des récipiendaires ne peut pas être suspectée. Voilà donc un second point acquis.

Pour ce qui concerne l'examen passé devant le jury, je me suis rappelé, au cours du discours très intéressant que vient de prononcer l'honorable M. Harmignie, lorsqu'il a déclaré que le Conseil de cabinet a tout simplement appliqué très rigoureusement la loi, je me suis rappelé, dis-je, qu'au cours de la guerre certains examens ont eu lieu derrière le front. Je signale notamment qu'on a délivré des diplômes universitaires pour la médecine. Or, la loi stipule que ces examens doivent être passés devant des représentants de toutes les universités du pays. Or, il n'a pas été possible d'atteindre des professeurs de toutes les universités. Qu'a-t-on fait ? On s'est borné à faire passer ces examens devant des jurys composés par les professeurs qu'on avait pu atteindre, et l'on a considéré ces examens comme valides, parce que, évidemment, les circonstances ne permettaient pas de se montrer aussi rigoureux que le voulait la loi. C'est, d'ailleurs, ce que l'on a fait constamment durant la guerre, et l'on n'a pas eu tort.

Vous voyez que toutes ces choses de guerre, il faut les traiter avec un peu de cœur et de bonne volonté.

Quant à la proposition qui a été faite par l'honorable Ministre de faire usage de notre initiative parlementaire en déposant un projet de loi, j'estime qu'il est absolument impossible d'improviser en pareille matière. Il faudra examiner de plus près, mais, quoi qu'il en soit, je prends acte de cette déclaration de l'honorable Ministre disant qu'il faut des rapprochements, disant qu'il n'est plus possible de laisser tout simplement subsister l'invalidation pure et simple. Il faut donc faire quelque chose pour ces braves gens, et l'on examinera.

Quant à moi, je suis tout disposé à prendre langue avec les intéressés pour leur donner connaissance de la réponse de M. le Ministre des Sciences et des Arts afin d'examiner ce qu'il y a lieu de faire. Je crois, en faisant preuve de tous côtés de bonne volonté, que vraiment mon interpellation inspirée, je vous l'assure, Monsieur le Ministre, d'un sentiment patriotique, n'aura pas été inutile.

Il ne faut pas que ces 500 jeunes gens soient encore une fois éparpillés dans nos campagnes et dans nos villages, trainant un sentiment amer de mécontentement. Il faut qu'il arrive du Gouvernement un geste de justice et la tendance formelle à leur donner satisfaction.

*
* *

La proposition de loi, que nous avons l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre, répond au désir exprimé par l'honorable Ministre. Nous pro-

posons que les intéressés soient admis à se soumettre à un nouvel examen, en une épreuve seulement ; cet examen serait un examen spécial tenant compte de leur situation propre.

D'abord, nous prévoyons une épreuve sur la religion et la morale, parce que, en 1917 et 1918, ces candidats-instituteurs n'ont pu être interrogés sur ces branches pour les raisons que nous avons exposées dans notre discours. La religion et la morale constituent une branche obligatoire, il va de soi, que pour obtenir un diplôme complet, les intéressés devront sur cette épreuve. L'interrogation se fera d'après le programme de la 4^e année d'études des écoles normales de l'État, on ne pourra donc pas en contester le caractère sérieux ; il s'agit, en effet, d'une épreuve identique à l'épreuve de sortie. Pourquoi ?

Nous prévoyons en second lieu une épreuve didactique. Pourquoi ne prescrivons-nous pas un nouvel examen général et scientifique ?

Parce que l'épreuve subie par les intéressés pendant l'occupation a été, en règle générale, conforme aux prescriptions légales ; les compositions écrites, que l'on possède certes encore au Département, peuvent l'attester. Il serait injuste, nous semble-t-il, d'astreindre les intéressés à un nouvel examen général deux ans plus tard.

Mais, nous disait l'honorable Ministre dans son discours précité, il faut que je puisse vérifier la capacité professionnelle des intéressés. C'est entendu. Cette exigence de l'honorable Ministre se justifie pleinement.

Mais comment pourrait-on mieux établir la capacité professionnelle d'un jeune instituteur, si ce n'est pas une épreuve didactique, comportant la matière de la 4^e année d'études, c'est-à-dire la matière de l'examen de sortie ?

Voici comment on procède en général : les membres du jury choisissent un certain nombre de sujets de leçons, pris dans *toutes* les branches, prévues au programme de tous les degrés de l'école primaire. Le récipiendaire tire au sort le sujet d'une leçon à donner aux élèves en présence des membres du jury. La leçon est ordinairement suivie d'une interrogation critique, notamment au point de vue psychologique, pédagogique et méthodologique.

Cette épreuve constitue ainsi un examen de capacité professionnelle ; elle répond donc au désir exprimé par l'honorable Ministre. Elle fournit, d'autre part, le moyen terme qui permet d'éviter un nouvel examen général.

Nous sommes persuadé que l'examen, tel que nous le prévoyons, donnera à l'honorable Ministre les garanties qu'il exige avec infiniment de raisons ; il sauvegarde, d'autre part, les intérêts des jeunes instituteurs, que nous défendons.

A l'article 2, nous demandons que les mesures d'application soient prises endéans les trois mois de la mise en vigueur de la loi. Ainsi, l'examen prévu par notre proposition pourrait se faire dans le cours du présent trimestre. Les candidats auraient passé leur examen avant les grandes vacances scolaires de 1921. Dès le mois d'octobre, ceux d'entre eux qui réussiraient pourraient reprendre leurs cours ou être nommé légalement. N'oublions pas que le personnel nous fait défaut dans les écoles primaires et que l'appoint, que nous fourniront ces instituteurs, sera hautement utile.

Nous croyons avoir ainsi suffisamment justifié notre proposition de loi. Nous sommes persuadé que la Chambre fera œuvre sage et patriotique en s'y ralliant et en la votant sans tarder.

HENRI HEYMAN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 APRIL 1921.

Wetsvoorstel betreffende het verkrijgen van het diploma van onderwijzer en onderwijzeres door de kandidaten die het examen voor de middenjury's van Gent, Laken en Vorst hebben afgelegd in 1917-1918.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben aan de Kamer tot goedkeuring te onderwerpen, is het natuurlijk gevolg van eene vraag om uitlegging welke wij op 12 April j.l. tot den Minister van Wetenschappen en Kunsten hebben gericht.

Om onze achtbare collega's te overtuigen van het nut van ons voorstel, kunnen wij, onzes dunks, niets beter doen dan de redevoeringen, ter gelegenheid dezer interpellatie uitgesproken, gedeeltelijk over te nemen; daaruit zal de rechtvaardiging van ons voorstel blijken.

Ter vergadering van 12 April 1921 drukten wij ons volgenderwijs uit :

De heer Heyman. — Mijne Heeren, een aanzienlijk getal onderwijzers der Vlaamsche gemeenten werden erg benadeeld door de ongeldigverklaring der diploma's van onderwijzer en onderwijzeres, door de middenjury's van Gent, Laken en Vorst in 1917-1918 afgeleverd. Tal van jongelieden, van dit diploma voorzien, namen reeds sedert maanden, en tot gansche voldoening der overheden, het ambt waar van lager onderwijzer in de gemeentescholen, de aangenomen en de aanneembare scholen. Onder hen bevonden zich huisvaders en enkelen hadden den eed afgelegd.

Ten einde u beter de beteekenis van dit Koninklijk besluit te doen kennen, zal ik, met uw verlof, u lezing geven van de voornaamste gedeelte van het Koninklijk besluit tot ongeldigverklaring.

« Overwegende dat de middenjury's, door tusschenkomst van de bezettende » macht gevormd en die in 1917 en in 1918 te Gent, Laken en Vorst hebben

» gezeteld, niet overeenkomstig het Koninklijk besluit van 21 September 1884
» en de onderrichtingen van 12 Juli 1904 werden samengesteld en dat de
» recipiëndi niet werden ondervraagd over al de verplichte vakken van het
» programma ;

» Overwegende dat het vraagstuk der geldigheid of niet geldigheid der
» diploma's van lageren onderwijzer of lagere onderwijzeres, in 1917 en in 1918
» afgeleverd, afdoend dient geregeld te worden ;

» Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

» Wij hebben besloten en Wij besluiten :

» ARTIKEL 1. — Wordt ingesteld eene bekrachtigingscommissie bestaande
» uit vijf leden, tot onderzoek, wat geldigheid betreft van de diploma's, afgele-
» verd door de officieele jury's die in 1917 en 1918 hebben gezeteld en tot
» ondertekening van de stukken die ze moeten vervangen.

» ART. 2. — De jury's, ingesteld buiten tusschenkomst van de bezettende
» macht om aan deze te ontsnappen en die als regelmatig samengesteld worden
» erkend, zijn geldig ; de voorloopig aan de recipiëndi afgeleverde getuigschriften
» worden door reglementaire diploma's vervangen.

» ART. 3. — De diploma's, afgeleverd door de middenjury's, die in 1917 en
» in 1918 door tusschenkomst van de bezettende macht te Gent, Laken en Vorst
» werden ingesteld, kunnen aan bekrachtiging niet onderworpen worden. De
» recipiëndi worden tot een nieuw examen toegelaten ten overstaan van eene
» eerlang in te stellen jury.

» ART. 4. — Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten is belast met de
» uitvoering van dit besluit. »

Dit koninklijk besluit is gedateerd 21 Augustus 1919.

In Wallonië werden de houders van onder dergelijke omstandigheden afgeleverde diploma's in hun ambt behouden, en hunne diploma's werden geldig-verklaard. Deze ongelijke wijze van behandeling van candidaten die hetzelfde examen hebben afgelegd, is onverklaarbaar en ergelijk voor vele gezinnen die meestal tot den werkenden stand behooren. Dat is de reden van mijne interpellatie.

Ik wensch den achtbaren Minister van Wetenschappen en Kunsten de gelegenheid te geven, in eene behandeling over het geheel, verklaringen af te leggen die, naar ik hoop, van aard zullen zijn om de ontroering te stillen, welke zijn Koninklijk besluit in vele gezinnen heeft veroorzaakt.

Voor enkelen tijd reeds hebben de achtbare heeren De Keersmaecker, van Schuylenberg, Van Opdenbosch en ik zelf over deze zaak tot den achtbaren Minister tal van vragen gericht, ten einde de redenen te kennen om dewelke de door de jury's van Gent, Laken en Vorst afgeleverde diploma's ongeldig werden verklaard, terwijl de diploma's, onder dezelfde omstandigheden door de jury's van Bergen, Seraing, Aarlen en Luik afgeleverd, geldig werden verklaard.

Als antwoord op eene vraag door den achtbaren heer De Keersmaecker en door mij zelf gesteld, zegde de achtbare Minister :

« De diploma's aan de kandidaten-onderwijzers uitgereikt door de Midden-jury's zetelend te Gent, Laken en Vorst, in 1917 en 1918, werden niet geldig » verklaard om de volgende redenen :

- » 1° De samenstelling van deze jury's is niet geschied overeenkomstig de » bepalingen in artikel 1 van het Koninklijk besluit van 21 September 1884 ;
- » De recipiëndi zijn niet ondervraagd geworden over alle verplichtende » vakken van het examen ;
- » 3° Wat de bekwaamheid der recipiëndi betreft, hebben de handelingen » geen voldoende waarborgen geboden.
- » De verrichtingen van de middenjury's te Bergen, Seraing, Aarlen en Luik » in 1918 zijn geldig verklaard geworden omdat de bij de jury's te Gent, Laken » en Vorst vastgestelde onregelmatigheden zich aldaar niet voorgedaan hebben. »

Onze achtbare collega, de heer Van Opdenbosch die, zijnerzijds, een dergelijk antwoord had gekregen, drong er nogmaals op aan, en den 1^{er} Maart j. l., kreeg hij vanwege den Minister van Wetenschappen en Kunsten volgend aanvullend antwoord :

« B. Deze jury's werden ingesteld door het Vlaamisch separatistisch minis- » terie dat door den bezetter was ingericht geworden.

» Zij waren niet samengesteld overeenkomstig artikel 1 van het Koninklijk » besluit van 21 September 1884. Dit artikel bepaalt dat soortgelijke jury's uit » vijf leden moeten bestaan, t. w. één lid dat niet tot het onderwijs behoort en » van rechtswege voorzitter is ; twee leden die tot het officieel en twee die tot » het vrij onderwijs behooren.

» Maar de tot het bijzonder onderwijs behorende leden zijn uitgeschakeld » geworden, uitgezonderd te Laeken en te Vorst in 1917 en te Laken in 1918, » waar slechts op één enkel opziener der vrije scholen beroep gedaan werd.

» C. Over godsdienst en zedenleer, een verplicht leervak nochtans, werd » niet ondervraagd.

» D. Het bestuur kan geen rekening houden met de verantwoordelijkheid der » recipiëndi zake de niet-naleving van de onderrichtingen. Indien de jury's niet » op wettelijke wijze samengesteld werden en indien zij de reglementaire » voorschriften niet nageleefd hebben, kunnen haar verrichtingen niet geldig » verklaard worden. Aldus werd overigens besloten in den Ministerraad van » 1^{er} Augustus 1919 :

» In dezen zin uitte zich, overigens, de Ministerraad op 1 Augustus 1919 :
« De examens, zoo luidt het verslag over deze zitting, afgelegd voor de door » bemiddeling van het separatistisch beheer ingerichte middenjury's, waarvan » de samenstelling niet overeenkomstig de desbetreffende voorschriften geschied » is..., kunnen voor de geldigverklaring niet in aanmerking komen. »

» E. Het is niet mogelijk op de vraag te antwoorden, zooals zij onder E

» gesteld wordt. Het spreekt vanzelf dat de jury's niet het recht hadden getuig-
 » schriften uit te reiken aan de onbekwamen. De eenige reden die men voor deze
 » handelwijze vinden kan is de bedoeling, het aantal volgelingen van de acti-
 » vistische klik te vermeerderen door het vormen van een heele reeks
 » gediplomeerden.

» *Hier volgen de uitslagen voor de verschillende jury's :*

» *Zitting van 1917.*

» Laken, 1^e reeks : 120 aanwezigen : 98 gediplomeerden.
 » Laken, 2^e reeks : 29 aanwezigen : 27 gediplomeerden.
 » Vorst, 57 aanwezigen : 50 gediplomeerden.
 » Gent (onderwijzers), 46 aanwezigen : 39 gediplomeerden.
 » Gent (onderwijzeressen), 102 aanwezigen : 55 gediplomeerden.

» *Zitting van 1918.*

» Laken (onderwijzessen), 233 aanwezigen : 193 gediplomeerden.
 » Laken (onderwijzers), 48 aanwezigen : 36 gediplomeerden.
 » Vorst (onderwijzers), 1^e reeks, 118 aanwezigen : 82 gediplomeerden.
 » Vorst (onderwijzers), 2^e reeks, 51 aanwezigen : 38 gediplomeerden.
 » Gent (onderwijzeressen), 29 aanwezigen : 23 gediplomeerden.
 » Gent (onderwijzers), 97 aanwezigen : 52 gediplomeerden.
 » Gezamenlijk bedrag : 930 kandidaten hebben zich aangemeld en 693 zijn
 » gediplomeerd geworden, terwijl er slechts 237 afgewezen werden.
 » De kandidaten waarvan sprake zijn opgeroepen geworden voor twee jury's
 » ingesteld bij ministerieel besluit van 4 September 1919.
 » 171 kandidaten hebben zich aangemeld en 76 hebben een diploma beko-
 » men, 95 werden afgewezen. Onder deze laatsten bevinden zich diegenen
 » welke nu verzet aantekenen. »

Onderzoeken wij thans de beteekenis van de verschillende antwoorden van den Minister van Wetenschappen en Kunsten. Ik zal al dadelijk medeelen dat ik mij niet kan aansluiten bij de zienswijze van den achtbaren Minister. Daarom vraag ik aan de Kamer de gronden te mogen uiteenzetten die mij bewegen dit standpunt niet te kunnen verdedigen.

De eerste reden tot ongeldigverklaring, door den Minister opgegeven, luidt : « Deze jury's werden niet samengesteld overeenkomstig de bepalingen van het eerste artikel van het Koninklijk besluit van 21 September 1884. » Daarop steunt de Minister om deze examens ongeldig te verklaren. Sta mij toe, mijne Heeren, u te wijzen op enkele regelen gevolgd bij de verschillende onderwijzersexamens voorzien door de wetten die deze zaak beheerschen. Het is u bekend dat, sedert de inrichting van het lager onderwijs in België, en onder het stelsel der verschillende organieke wetten, diploma's van onderwijzer en onderwijzeres werden afgeleverd na de examens afgenomen in de officieele en aangenomen normaalscholen, of voor de middenjury's. Krachtens artikel 1 van het

Koninklijk besluit van 21 September 1884 bestaat de middenjury uit vijf leden : een lid gekozen buiten het onderwijs en van rechtswege voorzitter, twee leden uit het officieel en twee uit het vrij onderwijs.

Die jury was tot op het einde van 1916 samengesteld uit een eere-hoofd-opziener, een eere-professor van atheneum of normaalschool, als voorzitter, uit een in dienst zijnden hoofdopziener of een kantonnaal opziener, en uit twee opzieners van het vrij onderwijs, waarvan een geestelijke belast met het beoordeelen der proeven over godsdienst en zedenleer.

Ten gevolge van moeilijkheden met de paspoorten moesten de jury's, zetelend in het etappengebied, te Gent, van af 1917, samengesteld worden uit leden die te Gent of in den omtrek woonden, en, bij ontstentenis van leden van het vrij onderwijs, werden zij uitsluitend samengesteld uit een voorzitter, gekozen buiten het onderwijs, en uit nog in dienst zijnde hoofdopzieners en kantonnale opzieners van het openbaar onderwijs. Bij elk examen werd aan de kandidaten medegedeeld dat zij nog een aanvullend examen over godsdienst en zedenleer zouden mogen ondergaan, zoodra de omstandigheden het toelieten. Nu, om de eechtheid van wat ik zeg te bewijzen, zal ik aan de leden van de Kamer de kopij van een diploma toonen, waarop zij in volle letters mijn bewering zullen gestaafd zien.

De diploma's, waarop die velmelding voorkwam, werden geteekend door al de juryleden. De benoemingen van deze jury's werden in 1915, 1916, 1917 en 1918 gedaan door de bezettende macht, en de verrichtingen werden gedaan zooals de vorige jaren, overeenkomstig de ministerieele onderrichtingen van 12 Juli 1904. Twee leeraars, die gekend stonden als activisten en die de Duitse overheid voorstelde om in de jury te treden, werden afgewezen op uitdrukkelijk verzoek van de opzieners die deel uitmaakten van bedoelde jury. Deze examens waren zeer ernstig, en de juryleden van Gent stonden onder niemands invloed; ik zal u, integendeel, bewijzen dat wij hier te doen hebben met menschen die op stuk van vaderlandsliefde ten volle hun plicht deden, en wier gedrag, in deze, door iedereen volstrekt onberispelijk werd geoordeeld.

Bij de examens van 1917-1918 werd evenzoo gehandeld in overeenstemming met de Belgische reglementen. Voor de uitgangsexamens van de officieele en aangenomen normaalscholen, hebben al de juryleden, leeken en geestelijken, benoemd door den bezetter, aanvaard om te zetelen. Maar in de middenjury's, benoemd door denzelfden bezetter, eveneens krachtens artikel 24 van de wet, hebben de geestelijken geweigerd en werden vervangen door leeken uit het privaat of het officieel onderwijs. Er dient opgemerkt te worden, mijne heeren, dat de samenstelling van deze jury's, zoo voor de Waalsche als voor de Vlaamsche, gebeurde overeenkomstig het reglement dat deze examens beheerscht, doch gewijzigd tengevolge der aangeduide onthoudingen.

Alvorens te zetelen hadden sommige opzieners de overheden, die onze regeering van Le Havre vertegenwoordigden, geraadpleegd; anderen hadden de meening gevraagd van volksvertegenwoordigers en senatoren. Ik zal er zelfs bijvoegen dat zij in Oost-Vlaanderen beproeft hadden eene geheime jury samen te stellen, maar het leidde tot geen resultaat. Eenige opzieners hebben, in 1917

en 1918, deel uitgemaakt van de jury's voor de uitgangsexamens van de normaalscholen, evenals van middenjury's.

Op dit belangrijk punt zal ik straks terugkomen.

Op bladzijde 212 van de vragen en antwoorden d. d. 1 Maart 1921, bepaalt de heer minister nader dit begrip over de onregelmatige samenstelling van de jury's en zegt :

« Deze jury's werden samengesteld door het separatistisch Vlaamsch ministerie dat door den bezetter was ingericht. »

Welhoe! De diploma's afgeleverd door de jury van Gent, bijvoorbeeld, zouden niet geldig zijn omdat de jury werd benoemd door den bezetter?

En de Waalsche jury? Werd die niet ingesteld door hetzelfde separatistisch Waalsch ministerie?

Wie zal mij verklaren, Mijnheer de Minister, hoe het in October 1918 den Heeren Flament, Gheude, Descamp en Melon mogelijk was te Bergen eene officieele jury samen te stellen, zonder de toestemming van de separatistische administratie van Namen?

En uwe Commissie van onderzoek heeft de diploma's, afgeleverd te Bergen, geldig verklaard als zijnde afgeleverd door eene officieele, onberispelijke jury, en in uw antwoord van 11 Januari 1920 aan mijn vriend Van Schuylenbergh zegt gij, dat te Bergen, te Seraing, te Luik en te Aarlen eene andere beslissing werd getroffen dan te Gent, omdat daar de jury's regelmatig waren samengesteld en dat de diploma's al de vereischte waarborgen opleverden?

Dat maakt natuurlijk den indruk van een stelsel van twee maten en twee gewichten.

Maar ik ga verder en ik vraag u, Mijnheer de Minister : werden de jury's voor de uitgangsexamens van de Staatsnormaalscholen en van de aangenomen normaalscholen niet ingesteld door hetzelfde separatistisch ministerie?

En de jury's voor de overgangsexamens in de Staatsnormaalscholen? Juist hetzelfde.

De toelagen voor de aanneembare scholen werden toegekend door hetzelfde separatistisch ministerie. Moest men ze weigeren en alle diensten saboteeren?

In de andere diensten : belastingen, douanen, registratie, posterijen, enz., heeft hetzelfde ministerie insgelijks bestuursmaatregelen voorgeschreven (uitgaven, ontvangsten, enz.). Het kon ook niet anders, en dat beteekent geenszins dat degenen die bevoordeeld werden door die maatregelen het separatistisch ministerie als dusdanig goedkeurden, volstrekt niet!

Er bestond dus geen oorzaak om onderscheid te maken tusschen de verschillende jury's : Vlaamsche en Waalsche jury's bevonden zich alle in denzelfden toestand, en, naar mijne meening, heeft niemand den harden maatregel kunnen billijken, die de jonge Vlaamsche onderwijzers, wier diploma's ongeldig werden verklaard, heeft getroffen.

Ten anderen, Mijne Heeren, de voorganger van den heer Destrée, de heer Harmignie, heeft, mijns dunkens, duidelijk bewezen, in de vergadering van 4 Juni 1919, dat bedoelde diploma's geldig zijn.

Ik weet dat een gedeelte van de Kamer den vroegeren Minister van Wetenschappen en Kunsten niet heeft willen volgen. Naar mijne meening hebben deze achtbare collega's ongelijk gehad. Elkeen kent de gevolgen van de interpellatie tot Minister Harmignie gericht : hij verliet het kabinet Delacroix ; sta mij toe te zeggen dat men onrechtvaardig tegenover hem gehandeld heeft.

De heer Van Caenegem. — Zeer juist !

De heer Hyman. — Ik zal u een uittreksel uit de redevowering van den achtbaren Minister Harmignie voorlezen, en ik moet bekennen dat ik in de *Annales parlementaires* geen enkel antwoord heb kunnen vinden van aard om de zienswijze van de meerderheid der Kamer te rechtvaardigen.

Na eene onderbreking van den achtbaren heer Lamborelle, sprak de heer Minister in dezen zin :

« **De heer Harmignie**, Minister van Wetenschappen en Kunsten. —

» Mijne heeren, een bondig antwoordje op eene vraag opgeworpen door
» den heer Lamborelle.

» Ik zou diploma's van lager onderwijzer of onderwijzeres geldig verklaard
» hebben, welke werden afgeleverd door middenjury's die hebben gezeteld in
» 1917 en 1918 onder het stelsel der bestuurlijke scheiding.

» Ik houd er des te meer aan te dien aanzien eene verklaringen af te leggen,
» daar ik tegelijkertijd de *XX^e Siècle* zal inlichten, die zoo vriendelijk was mij
» dezen morgen eenige genegenheid voor de activisten aan te wrijven.

» Ziehier wat er gebeurd is. Oost-Vlaanderen was etappengebied. Men had er
» geene geheime jury's samengesteld zooals in andere provinciën. Deze jury's
» waren niet gekend door de kandidaten uit de Vlaanderen, die zich, overigens,
» in de onmogelijkheid bevonden zich er voor aan te bieden, vermits het etappen-
» gebied van de rest van het land was afgescheiden, en dat er een pas noodig
» was om zich van de eene gemeente naar de andere te begeven.

» De jongelieden waren dus verplicht zich aan te bieden voor de officieele
» middenjury.

» Deze jury was, trouwens, samengesteld uit Belgische ambtenaren die in
» dienst waren vóór de bestuurlijke scheiding, die regelmatig waren benoemd
» door den bezetter en deel hadden uitgemaakt van de middenjury's onder de
» Belgische Regeering. De opzieners, leden van deze jury's, waren gedekt door
» de Belgische overheden. Niemand onder hen heeft eenige tuchtstraf onder-
» gaan.

» De jury's zelf waren ingesteld overeenkomstig de desbetreffende wetten en
» de reglementen. Onder die voorwaarden zou het overdreven zijn deze examens
» als nietig en nietbestaande te beschouwen, en ik heb besloten dat zij konden
» worden wettig verklaard op voorwaarde dat de recipiënde een examen onder-
» gingen over godsdienst en zedenleer, welk examen geen plaats had gehad, en
» dat de geschreven proeven, — 't belangrijkste gedeelte dus van het examen, —
» aan een zeer aandachtig onderzoek werden onderworpen om zeker te zijn
» dat het met den noodigen ernst was afgenomen geworden. Er is dus geene

» geldigverklaring. Deze is voorwaardelijk : zij kan eventueel slechts gedaan
» worden, wanneer de voorwaarden, waarvan zij ondergeschikt is, heel en al zijn
» vervuld. In werkelijkheid geldt het eer de regeling van den toestand dan eene
» geldig verklaring. »

Ik druk op die woorden : deze opzieners, leden van de jury, waren gedekt door de Belgische overheden.

Niemand van hen heeft eenige tuchtstraf ondergaan.

In werkelijkheid, en dit is om zoo te zeggen de samenvatting der gedachten van den achtbaren heer Harmignie, gold het eer de regeling van den toestand dan de geldigverklaring.

Zoo sprak dus de achtbare heer Harmignie in de vergadering van 4 Juni 1919, en dit is dus het bewijs dat de opzieners, opgeroepen om in deze jury's te zetelen, raad hebben gevraagd en alle mogelijke waarborgen hebben gezocht bij de Belgische overheden. Ik druk op dit woord.

Ik heb getracht inlichtingen te verkrijgen bij de opzieners die in deze zaak waren betrokken, en vele van de brieven die zij mij toezonden houd ik ter beschikking van den achtbaren heer Minister. Ik wil slechts één voorlezen, die een afdoende bewijs oplevert.

De hoofdopziener van het arrondissement Gent, de heer Loos, was aangezocht om lid te zijn van de jury. Hij ging bij den eersten Belgischen magistraat die op dit oogenblik in zijne provincie in dienst was, den gouverneur van Oost-Vlaanderen, en zighier de verklaring van den achtbaren baron de Kerchove d'Exaerde. Ik lees :

« In den loop van het jaar 1917 is de heer Loos, hoofdopziener van het
» lager onderwijs, mij komen vragen of de opzieners van het lager onderwijs
» dienden aan te nemen om deel uit te maken van de jurys voor de onderwijsre-
» sessen, ingesteld krachtens artikel 24 van de wet op het lager onderwijs.

» Ik heb hem geantwoord dat zij mijns dunkens, regelmatigergewijze geroepen
» waren om in die jury's te zetelen krachtens hun ambt, dat zij het mochten
» doen, daar ik gepaster oordeelde dat deze jury's niet bestonden uit personen
» die met den vijand heulden. »

Daar is nog meer. De achtbare gouverneur wordt andermaal om raad gevraagd, en dezen keer antwoordt hij in het Vlaamsch aan zijne opzieners :
« Ik, gouverneur van Oost-Vlaanderen, dek u heel en gansch tegenover de
» Belgische Regeering. »

Is dit geen duidelijke taal?

Ik houd hier in de hand den brief van een anderen kantonnalen opziener, den heer R. Declercq, een eerlijk en onberispelijk man, zooals iedereen zal verklaren.

Op geregelde wijze aangezocht, door een brief van het ministerie, waarvan ik hier kopij heb, zitting te nemen in een van die jury's, wat zal hij doen? Zooals hij zegt in zijn brief, beschikte men alsdan in het bezette gebied niet over de noodige gegevens, en men wist niet juist wat er in de ministeries te Brussel

gaande was. Hij gaat dus bij een onzer oud-collega's, — en om geheel nauwkeurig te zijn zal ik hem u noemen, den heer Moyersoën, oud-volksvertegenwoordiger van Aalst. En ziehier het antwoord dat de heer Moyersoën aan dien kantonnalen opziener van Aalst liet geworden :

« Ik heb den Gouverneur gesproken; hij is heel en al mijne meening toegedaan dat de opzieners er niet mogen aan denken hun ontslag in te dienen. Wilt gij dit aan al uwe collega's mededeelen? »

Een weinig verder zegt de heer Moyersoën tot geruststelling van deze opzieners : « Ik maak mij aansprakelijk voor u tegenover de Belgische Regeering. »

Gij zult toegeven, Mijne Heeren, dat het meer dan tijd is, dat er een eind kome aan de verzinsels opgerezen in zekere besturen van het onderwijs tot verdachtmaking van deze onberispelijke ambtenaren. Ik heb altijd gedacht, en ik denk het nog en meer dan ooit, dat ten aanzien van het land en inzonderheid ten aanzien van onze schoone Vlaamsche zaak, het activisme niet alleen eene groote fout, maar ook een schelmstuk was.

Maar ten strengste moeten wij afkeuren, dat men den steen werpe naar menschen die niet enkel dien misstap niet hebben begaan, maar die altijd gemeend hebben de Belgische overheden te moeten raadplegen voor al hunne daden. Mij komt het voor dat die menschen eer recht hebben op 's lands erkentelijkheid.

De heer Destrée, Minister van Wetenschappen en Kunsten. — Ik heb nooit het tegendeel beweerd.

De heer Heyman. — Ik zeg niet dat gij persoonlijk het tegenovergestelde hebt beweerd. Ik interpelleer den Minister van Wetenschappen en Kunsten omdat hij in deze de bevoegde persoon is.

Dezen morgen nog ontving ik een brief, geteekend door talrijke opzieners, die mij verzoeken hun schrijven in handen te geven van den heer Minister van Wetenschappen en Kunsten. Welnu, Mijnheer de Minister, laat ik u, voor het Parlement, kennis geven van dit schrijven :

« Gent, 10 April 1921.

» **MIJNHEER DE MINISTER**,

» De ondergeteekenden, gewezen leden der midden-jury's voor onderwijzers » en onderwijzeressen te Gent, zittingsjaren 1917 en 1918, hebben de eer en » den plicht te verklaren, voor hetgeen hen betreft :

» Dat zij in deze jury's slechts hebben gezeteld dan na het advies te hebben » ingewonnen van overheidspersonen die de Haversche Regeering vertegen- » woordigden;

» Dat zij geene getuigschriften aan onbekwamen hebben afgeleverd;

- » Dat zij, bijgevolg, niet « het inzicht konden hebben het aantal activisten » te vergrooten » ;
» Zij bieden u, Heer Minister, de betuiging hunner bijzondere hoogachting. »

Welke zijn de onderteekenaars? Het zijn de heeren Desmet, eere-hoofdopziener van het lager onderwijs, te Gent; Loos, hoofdopziener; Van Overstraeten, hoofdopziener; Vande Velde, hoofdopziener; Gheysens, Claeys, R. Declercq, Van Tortelboom, kantonale opzieners.

Welnu, de heer Van Overstraeten had drie zonen aan het front; waarvan twee vrijwilligers. De heer Vande Velde had een zoon aan het front; de heeren Loos en Gheysens insgelijks. Wanneer men er kan op roemen kinderen te bezitten die aan het front werden gewond, doet het waarlijk pijn wanneer zij, in een ministerieel antwoord, voor activistische klik worden uitgemaakt.

Ik doe den heer Minister zeer eerbiedig opmerken dat men zich moest onthouden zoo grievend het hart van sommige lieden uit het Vlaamsche land te kwetsen. Ziedaar voor wat de opzieners betreft.

Nu kom ik tot een tweede opwerping van den heer Minister. Deze heeft, in zijn antwoord van 1 Maart aan den heer Van Opdenbosch, doen aamerken dat « over godsdienst en zedenleer, verplichtende vakken, niet werd ondervraagd ».

Dit is juist. Doch de achtbare Minister weet, zoo goed als ik, dat deze leemte alleen het gevolg is van het feit, dat de leden, met deze ondervraging belast, weigerden in sommige provinciën te zetelen of deel uitmaakten van onder den oorlog gevormde geheime jury's. De jury heeft nochtans deze leemte voorzien, Mijnheer de Minister, want elk afgeleverd diploma behelst de vermelding dat « het onderzoek over godsdienst en zedenleer later kan geschieden », — het is altijd goed proeven te bezitten welke niet kunnen betwist worden :

De heer Destrée, Minister van Wetenschappen en Kunsten. — Het is zeer aardig een lid der rechterzijde te hooren zeggen dat de ondervraging over den godsdienst zonder belang is.

De heer Heymans. — Dit heb ik niet gezegd en bepaalde mij enkel met de bloote feiten op te geven. Den dag waarop het zal noodig zijn het belang van het godsdienstig onderwijs te verdedigen, zal ik er bij zijn, Mijnheer de Minister, en met hart en ziel.

In dit geval was het niet mogelijk een geestelijke onder de hand te hebben, belast met de ondervraging over den godsdienst en de zedenleer, en op het diploma heeft men geschreven :

« Het onderzoek over godsdienst en zedenleer kan later geschieden. »

't Is hetgeen de heer Harmignie had voorzien en hetgeen de belanghebbenden steeds hebben aangenomen en nog aannemen. Zij vragen niet beter dan nog op heden te kunnen bewijzen dat zij de noodige kennissen bezitten in zake godsdienst en zedenleer.

Echter werd het examen over de zedenleer afgenomen van die recipiëndi, welke hadden gevraagd van de proeve van godsdienst ontslagen te zijn. Dit

diploma was dus volledig volgens de voorschriften der wet, en toch werd het niet geldigverklaard.

De heer Huysmans. — Dit schijnt te bewijzen dat men naar voorwendsels zoekt.

De heer Heyman. — Ziedaar wat betreft de onwettigheid der jury. Doch, sedert eenigen tijd, is de onwettigheid in de samenstelling der jury niet meer de eenige beweegreden die ingeroepen wordt om de onwettigverklaring der diploma's van 1917 te rechtvaardigen. Men heeft, sedert eenige maanden, gevoeld dat dit geen steek meer hiel.

Op 11 Februari l.l., in een antwoord op eene vraag van den heer De Keersmaecker en van mij, roept het Departement een nieuwe beweegreden in om de ongeldigverklaring der afgeleverde diploma's te rechtvaardigen. Zij luidt :

« Wat betreft de bekwaamheid der recipiëndi, worden door de verrichtingen » geen voldoende waarborgen verstrekt. »

Voreerst, waarom heeft men twee jaar lang moeten wachten om met dit argument uit te komen? Is het, omdat de onwettige samenstelling der jury niet langer meer kan volgehouden worden? En dan, waar zijn de bewijzen? Wil men die gaan vinden in de enkele statistieke gegevens voorkomende in het antwoord op de vraag van den heer Van Opdenbosch? Doch die statistieken, waar men tegenover het getal recipiëndi, welke zich hebben aangeboden, het getal diergenen stelt, die het diploma hebben bekomen, zeggen ons niets. Om eenige waarde te bezitten, zou men gelijkaardige statistieken moeten voorbrengen, betreffende de uitslagen bekomen voor de geheime jurys, de jurys belast met het onderzoek van de onderwijzers en de onderwijzeressen, aan wie vrijstelling was geweigerd geworden door de inspectie of door de wet.

Het is niet te verwonderen, dat het aantal gediplomeerde recipiëndi betrekkelijk groot was, hetgeen, overigens, nog moet bewezen worden door een vergelijkende statistiek. Vele normaalscholen, colleges en andere onderwijsinrichtingen waren gesloten of moeilijk te bereiken; de leergangen in de universiteiten waren opgeschorst. Leerlingen, die verscheidene jaren normaalonderwijs hadden genoten, die hunne humaniora hadden geëindigd, die reeds hogeschool-leergangen hadden gevolgd, en die zich, in gewone tijden, nooit voor de middenjury zouden hebben aangeboden, hadden zich thans voorbereid om er het examen van onderwijzer af te leggen. Meer nog, te Oostende, had een groep leerlingen der Rijksnormaalschool van Brugge, welke gesloten was, een normaalleergang weten in te richten met het oog op het examen voor de middenjury.

Het is dus niet verwonderlijk, dat de goede leerlingen talrijk waren en dat er betrekkelijk veel waren die gelukten.

Overigens, waren, te dien tijde, vooral in het etappengebied, de reizen moeilijk en kostelijk. Alleen de jongelieden die zich tot het examen goed hadden voorbereid, waagden het die reis te ondernemen.

In alle geval, het feit dat de bureelen van het middenbestuur al deze statis-

tieke gegevens bezitten, bewijst de regelmatigheid, de nauwgezetheid van de verrichtingen der Vlaamsche jury's; de verslagen werden goed opgemaakt evenals de daaraan gehechte tabellen. Kan men evenveel zeggen, mijnheer de Minister, van al de jury's welke destijds hebben gezeteld, en namelijk van de geheime jury's wier diplomas nochtans werden geldig verklaard?

Het feit dat, in 1919, meer dan de helft dezer onderwijzers, die zich voor de jury hebben aangeboden, mislukten, geldt evenmin als bewijs. Zelfs niet het derde der gediplomeerden van 1917 en van 1918 heeft zich voor dit examen aangeboden, en deze ongelukkigen werden nog op het onverwachts opgeroepen.

De meeste kandidaten weigerden voor deze jury te verschijnen, niet uit vrees, maar sterk door hun recht en de rechtvaardigheid hunner zaak. Reeds tweemaal hadden zij hunne diplomas zien geldig en ongeldig verklaren. Zij voelden zich de slachtoffers van een geheime en heimelijke kuiperij, zij zagen zich belaagd en bevuild, en zij voelden dat zij onberispelijk waren. Zoo goed Belg als hunne Waalsche collega's, werd hen een andere behandeling toegepast. Evenals zij, wilden zij zich wel onderwerpen aan een aanvullend examen over den godsdienst en de zedenleer, doch niet aan een nieuw examen.

Een zeker aantal onderwijzers, echter, en namelijk die, welke reeds in dienst waren in eene door den Staat geïnspecteerde school, moesten zich aan dit examen onderwerpen of ontslag nemen.

Steunend op de woorden van den heer Harmignie, toenmaals minister van Wetenschappen en Kunsten, die in de vergadering van 4 Juni 1919, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers had gezegd: « Ik behoud mij echter het recht voor te onderzoeken of het niet zal behooren deze recipiënde aan een toegevoegd examen te onderwerpen, dat door deze jury zou worden afgenomen », bleven deze onderwijzers in bediening tot den dag van het examen. Doch in stede van een toegevoegd examen, werd hun een grondig examen afgenomen. De gestelde vragen waren moeilijk en de jury was streng.

Ik wil de eerlijkheid van de leden der jury niet in twijfel trekken, doch waren zij niet beïnvloed door deze strooming van wantrouwen tegen die ongelukkige onderwijzers, welke strooming zich alsdan in het land deed gevoelen en die elken dag nog meer werd vergiftigd door eene perscampagne waarin verscheidene in 't Fransch geschreven bladen een ruim aandeel hadden?

Een groot aantal der kandidaten mislukten, omdat zij op het onverwachts waren opgeroepen. Ik vraag mij af, welke de uitslag zou zijn van een dergelijk examen, waarop de onderwijzers, herkomstig uit gelijk welke normaalschool, op 't onverwachts zouden geroepen worden één of twee jaar nadat zij de normaalschool hebben verlaten.

In een der hooger vermelde antwoorden wordt nog gezegd: « De leden der jury hebben zich niet naar de reglementaire onderrichtingen gedragen. » Dit is eene erge beschuldiging, mijnheer de minister. Denkt gij er aan? Werd een onderzoek over den gang der verrichtingen dier jury ingesteld? Hoe zijn de onderzoekers te werk gegaan? Ik weet het niet. Doch wat ik zeer goed weet is, dat de leden nimmer werden verwittigd, nimmer werden gehoord noch toegelaten om uitleggingen te verschaffen. Uw bestuur heeft dus in deze beslist op grond van geheime verslagen:

De Minister die zoo klaar de wijze heeft bepaald waarop een onderzoek dient te worden geleid wanneer het een onderwijzer geldt, — hij die er insgelijks prijs op stelt dat de betrokken persoon worde gehoord, moet ongetwijfeld de gevolgde wijze van handelen afkeuren.

Slechts door middel van de antwoorden op de vragen door volksvertegenwoordigers gesteld, hebben de juryleden kennis gekregen van de redenen tot ongeldigverklaring van de diploma's. Tot den 11ⁿ Februari j. l. was de eenige aangevoerde reden : de onregelmatigheid in de samenstelling der jury.

In de maand Augustus 1919, nadat de diploma's voorgoed waren ongeldigverklaard, heeft de voorzitter van de onderwijzers jury te Gent, die ook wat had gehoord over de zoogenaamde onregelmatigheden in de samenstelling van de jury, klaarheid willen hebben in de zaak, en richtte dienvolgens tot den Minister van Wetenschappen en Kunsten volgenden brief :

« Naar mij wordt gezegd, zou het verslag over de geldigverklaring der » verrichtingen van de jury's te Gent — artikel 24 der schoolwet — aanmer- » kingen bevatten betreffende zoogenaamde onregelmatigheden.

» Als voorzitter van de middenjury, verzoek ik U mij kennis te geven van » hetgeen deze onregelmatigheden uitmaakt, of, zoo gij het verkiest, mij dag en » uur te willen aanduiden, waarop ik mij in uwe bureelen kan aanbieden om » kennis te nemen van deze onregelmatigheden en U kennis te geven van mijne » weerlegging namens de jury.

» Wordt men beschuldigd, dan is het, niet waar, slechts billijk, dat men » zich desnoods kunne verdedigen.

» Gelief, Mijnheer de Minister, enz. »

Nooit werd hem op dien brief geantwoord.

De hoogste ongerechtigheid bestaat echter in deze boosaardige en opzettelijke aantijging welke voorkomt in het antwoord van 1 Maart : « De eenige reden die » men voor deze handelwijze vinden kan, is de bedoeling : het aantal volgelingen » van de activistische klik te vermeerderen door het vormen van een heelen » aanhang gediplomeerden. »

Deze aantijging wordt voorafgegaan van de lijst der juryleden, grootendeels bestaande uit nog in dienst zijnde opzieners. Zoo niet allen, toch velen onder hen zijn voor mij bekenden. Allen zijn voorbeeldige ambtenaren, en wat hunne vaderlandsliefde betreft, staan allen boven alle verdenking. Daarom ook kan ik dergelijken laster niet onbeantwoord laten.

De juryleden kenden de meeste kandidaten niet persoonlijk, en wie zij onder hen kenden waren geene activisten, verre van daar.

In mijn dossier bezit ik brieven van talrijke gediplomeerden in 1917-1918, brieven uitgaande van ouders, bestuurders van normaalscholen en van andere gezaghebbende lieden, waaruit blijkt, dat de betrokken personen verre af stonden van het activisme.

Neen, Mijne Heeren, evenmin als de onregelmatigheid in de samenstelling van de jury, of de onregelmatigheid in de verrichtingen betreffende de examens, kan het zoogenaamde activisme der recipiëndi worden ingeroepen om de ongeldigverklaring der diploma's te houden staan.

Hetzelfde geldt voor de onvoldoende waarborgen.

Reeds vóór den oorlog bestond er eene zekere vooringenomenheid tegen het examen ingesteld krachtens artikel 24; men beweerde, dat dit examen te gemakkelijk was. Sedertdien werd door den wetgever zekere voldoening geschonken aan de tegenstanders van de middenjury, vooreerst met het programma te verscherpen, verder met de candidaat-onderwijzers tot twee examens in plaats van tot één te verplichten.

Het ligt niet in mijne bedoeling de waarde van gemelde bedoeling te bespreken, evenmin als de doeltreffendheid der nieuwe wetsbepalingen betreffende deze examens. Ik vestig eenvoudig de aandacht op dit feit, opdat zij, die het vraagstuk der diploma's van 1917 en 1918 op onpartijdige wijze willen beoordeelen, alle vooringenomenheid zouden kunnen laten varen en slechts het oog houden op de toen van kracht zijnde wetten en reglementen.

Ik bezit verscheidene reeksen op het examen gestelde vragen. Uit een nauwkeurig onderzoek van dit dossier blijkt, dat de gestelde vragen ernstig waren en dat de kandidaten die op voldoende wijze daarop konden antwoorden, bewijs hebben gegeven van bekwaamheid en het diploma van lager onderwijzer verdienden.

Ik verzoek bijgevolg den heer Minister, het noodzakelijke te doen om op de genomen beslissing te kunnen terugkomen.

Thans zijn wij reeds verre van dezen beroerden tijd, de atmosfeer van wantrouwen is wat opgeklaard; wij kunnen dus de feiten van hooger af en met een klaarder doorzicht beschouwen. En wanneer nu uit de feiten blijkt, dat deze op verkeerde wijze werden uitgelegd, dat men al te streng, zelfs onrechtvaardig is geweest, dan is het tijd dat het aangerichte onrecht wordt hersteld.

Oordeelt thans de Minister, dat een voorafgaande onderzoek noodzakelijk is, dan gelieve hij dit met al de vereischten van onpartijdigheid te omringen, dan gelieve hij het vooral algemeen te maken, derwijze dat het de verrichtingen omvatte der Waalsche jury's, der geheime jury's en der jury's die gelast waren het examen af te nemen van de leden van het onderwijzend personeel, die door de inspectie of door de wet niet ontslagen waren.

Ik ben er van overtuigd, dat dit vergelijkend onderzoek, de regelmatigheid van de verrichtingen der Vlaamsche jury's in het licht zal stellen, en dat al de in 1917 en 1918 afgeleverde diploma's geldig zullen worden verklaard en wel voor goed, op voorwaarde natuurlijk dat de recipiëndi het examen van godsdienst en zedenleer evenals een didactisch examen afleggen.

Stelt de heer Minister deze daad van gerechtigheid, dan zal hij vele gemoeiden bedaren en de vreugde brengen in tal van gezinnen.

Thans dat er een te kort is aan onderwijzend personeel, dat de jaarlijks nieuw gevormde onderwijskrachten van het land niet voldoende zijn om de leemten in de rangen der onderwijzers aan te vullen, en dat men in sommige middens voorstelt niet-gediplomeerden in de scholen te zetten, zouden de gediplomeerden van 1917 en 1918 verdienstelijk werk kunnen verrichten.

Namens al deze onderwijzers meen ik te mogen beweren, dat de daad door den Minister te stellen hoog zou worden gewaardeerd; en de belanghebbenden zullen blijk geven van hunne erkentelijkheid, door meer ijver en toewijding in

het verdienstelijk werk van de opvoeding en het onderwijs der volkskinderen.

In het antwoord op deze redevoering, herhaalde en ontwikkelde de Minister van Wetenschappen en Kunsten, de argumenten welke hij had doen gelden in zijne antwoorden op de vragen die hem vroeger gesteld werden door onze achtbare collega's De Keersmacker, Van Schuylenbergh, Van Opdenbosch en door mij zelf.

In het tweede gedeelte van zijne redevoering, stelde de achtbare Minister een middelweg voor : « Dien, zegde hij, een wetsvoorstel in, waarbij een nieuw » examen voor de door u verdedigde onderwijzers wordt ingesteld. Volgaarne » zal ik het onderzoeken met welwillendheid en met den wensch om tot eene » oplossing te geraken. »

Inderdaad, de achtbare Minister sprak als volgt :

« Ik kan dus niet meer terugkomen op hetgeen vroeger werd gedaan. Doch » laat ons practisch zijn; is er niets te doen ten voordeele van deze jonge- » lieden? Daar heeft men jongelieden die studiën hebben gedaan, die, op een » gegeven oogenblik, zich hebben aangeboden in voorwaarden welke zij als regel- » matig aanzagen, die een diploma hebben bekomen, dat zij geldig meenden te » zijn, welke diploma uit hun handen werd geslagen op het oogenblik dat zij er » zich wilden van bedienen; jongelieden welke in het onderwijs zijn getreden, » welke er uit ontslagen werden. Ik begrijp zeer wel dat hun toestand pijnlijk » is. Ik ben genegen om te doen wat mogelijk is om hem te verbeteren, doch » op het gedane kan ik niet meer terugkomen en, om redenen welke ik niet » bevroed, het vorige kabinet afkeuren. Wat is mogelijk, wat is practisch! De » bekwaamheid der belanghebbenden door een nieuw examen nagaan? Men zegt » dat zij bereid zijn het examen in den godsdienst af te leggen. Waarom niet » een examen over de overige leervakken? Men antwoordt : wanneer men sedert » twee jaar een examen heeft afgelegd, is men niet meer in staat het opnieuw te » ondergaan. Ik erken dat ik, na vijf-en-dertig jaar balie, niet op mijn gemak » zou zijn een examen van doctor in de rechten af te leggen; doch zoo het » ongeluk wilde dat mijn diploma werd betwist en ik een inspanning moest » doen, zou ik mij die inspanning getroosten; het zou de moeite waard zijn.

» Het betreft jongelieden die opnieuw hunne toekomst willen verzekeren. » Vraagt hun dan eene krachtinspanning te doen! Zoo noodig, zou men, in » zekere mate, niet een examen inrichten voor den vorm — waartoe ik mij niet » zou leenen — maar bij het nieuw examen, met het verleden kunnen rekening » houden.

» Het bezwaar bestaat hierin : dat de wet, die de zaak beheerscht, vereischt » dat het examen worde afgelegd in twee proeven, door een tusschentijd van één » jaar gescheiden. Zoo ik dus dit examen instelde, zou het ten vroegste binnen » één jaar en half zijn dat deze jongelieden het diploma zouden kunnen bekomen. » Sedert lang heb ik degenen die in dit vraagpunt belangstellen gewezen op » de mogelijkheid in deze, van hun recht van voordracht gebruik te maken. Leg » een wetsvoorstel neer, uwe interpellatie zal er de toelichting van uitmaken. Ik » zie geen anderen uitweg. Dat het Parlement mij, bij wijze van uitzondering,

» toelate een proef, een enkele proef in te richten, welke de noodige waar-
 » borgen oplevert, opdat ik verzekerd zij onderwijzers te hebben, die op de
 » hoogte zijn van hunne taak.

» Ziedaar, dunkt mij, de eenige wijze om uit de moeilijkheid te geraken en
 » reeds sedert één jaar duid ik deze oplossing aan. Ik meen, mijnheer Heyman,
 » dat het veel practischer zou geweest zijn, eerder van uw recht van voordracht
 » dan van uw recht van interpellatie gebruik te maken. Het recht van interpel-
 » latie kan aanleiding geven tot een mooie redevoering met roerende zinsneden,
 » waarvoor de belanghebbenden u zullen dankbaar zijn; doch eens dat de Kamer
 » tot de orde van den dag zal zijn overgegaan, zullen zij even vet zijn als te
 » voren. Hadt gij, integendeel, dit wetsvoorstel ingediend in de bewoordingen
 » welke ik had kunnen aannemen, dan is het goed mogelijk dat de toestand thans
 » zou opgelost geweest zijn. »

Kortom : Ik word geïnterpelleerd over eene daad welke ik niet gepleegd heb. Ik geef aan de Kamer de redenen op, welke deze daad hebben gewettigd; ik meen dat deze redenen ernstig zijn en, in alle geval, zoo ernstig dat het mij niet geoorloofd is op het verleden terug te komen. Ik leg uit wat er gedaan werd en ik keur zulks goed. Van bestuurswege zie ik, wat mij betreft, zelfs niet de mogelijkheid in om den toestand te verhelpen.

Bijaldien de achtbare leden, die deze onderwijzers genegen zijn, een wetsvoorstel willen indienen, beloof ik niet van te voren, mij er bij aan te sluiten, doch zeer gaarne zal ik het met welwillendheid onderzoeken en met den wensch tot een goeden uitslag te geraken. »

De redevoering van den achtbaren Minister opende den weg tot overeenstemming. Dit wilde ik doen uitkomen en daarom nam ik voor de tweede maal het woord en sprak in dezer voege :

« Mij dunkt dat op dit oogenblik reeds eenige uitslagen zijn bekomen gewor-
 » den en de wijze waarop de heer Minister mij geantwoord heeft, staat mij goed
 » aan. Het is dus op onbetwiste en onbetwistbare wijze aangenomen, dat de
 » leden der jurys, die in 1917 en 1918 hebben gezeteld, volstrekt onberispelijk
 » zijn. Zij zullen met ongemeen genoeg van het antwoord des Ministers
 » kennis nemen. Met den heer Van Opdenbosh, moet ik echter zeggen dat,
 » ongelukkiglijk, het antwoord dat wij beiden hadden ontvangen, iets anders
 » had doen verwachten. Daarin sprak men van de activistische kliek te vergroo-
 » ten door het vormen van onbekwame gediplomeerden, en het is om die reden
 » dat deze lieden ongerust zijn geworden en hevig verzet hebben doen hooren.
 » Het dient insgelijks te worden erkend, dat de leerlingen welke zich voor
 » deze jurys hebben aangeboden, te goeder trouw waren. Om wille der recht-
 » vaardigheid moet dit worden gezegd. Iedermaal het ons mogelijk is, in gelijk
 » welke zaak, bevrediging te brengen, aanzien wij het als een nationalen plicht
 » daartoe mede te werken. »

De heer Poncelet. — Natuurlijk !

De heer Heyman. — Dit is mijn innig gevoelen. Iederen dag ben ik getuige van zeer droevige dingen. Gij kunt niet bevroeden hoèzeer de rucht-

baarmaking van sommige onverdiende beschuldigingen aan 's lands éénheid en aan het nationaal gevoelen schaden.

Het is niet toegelaten dat men lichtzinnig bewere, zooals ik reeds heb gehoord : « Gij hebt u voor een activistische jury aangeboden. » Dit kwetst zeer diep de belanghebbenden, gelooft me vrij, en met reden.

De Minister heeft ons gezegd — en ik ben hem er dankbaar voor — dat de goede trouw der recipiëndi geenszins kan verdacht worden. Ziedaar dus een tweede punt dat vast staat.

Wat het voor de jury afgelegde examens betreft, herinnerde ik mij, bij het aanhooren der zeer belangwekkende redevoering, welke de heer Harmignie zooeven heeft gehouden, — daar waar hij zegde dat de kabinetsraad eenvoudigweg de wet met groote gestrengheid heeft toegepast, -- dat binst den oorlog sommige examens achter het front hebben plaats gehad. Zoo werden, onder andere, universitaire diploma's afgeleverd voor de geneeskunde. Welnu, de wet bepaalt dat deze examens moeten afgelegd worden voor vertegenwoordigers van al de hoogeschole des lands. Echter, konden de professoren van al de hoogeschole niet worden bereikt. Wat heeft men gedaan? Men heeft er zich toe beperkt deze examens te doen afleggen voor juries bestaande uit de leeraars welke men had kunnen bereiken, en men heeft deze examens aangezien als geldig, dewijl de omstandigheden blijkbaar niet toelieten zich zoo gestreng te toonen als de wet. Dit werd, overigens, binst den oorlog, aanhoudend gedaan, en men had geen ongelijk.

Gij ziet dat men al deze zaken van den oorlog met een weinig hart en een weinig goeden wil moet behandelen.

Wat het voorstel van den achtbaren Minister betreft : van ons parlementair recht van voordracht gebruik te maken door het indienen van een wetsvoorstel, meen ik, dat het volstrekt onmogelijk is dienaangaande te improviseren. Die zaak moet van meer dichtbij worden onderzocht doch, wat er ook van zij, neem ik akte van deze verklaring van den achtbaren Minister en zeg dat het niet meer mogelijk is de ongeldigverklaring eenvoudig te laten voortbestaan. Er dient dus iets voor die goede lieden te worden gedaan, en men zal er op nadenken.

Wat mij aangaat, ben ik bereid mij met de belanghebbenden in betrekking te stellen om het antwoord van den heer Minister over te maken ten einde te zien wat er kan gedaan worden. Ik denk, mijnheer de Minister, dat bijaldien er van alle zijden goeden wil wordt betoond, mijne interpellatie, die, ik verzeker het u, door een vaderlandsch gevoelen is ingegeven, niet zonder nut zal zijn geweest.

Het mag niet zijn dat deze 500 jongelieden nogmaals over onze dorpen en buitengemeenten worden verspreid met in het hart een gevoelen van verbittering en van ontevredenheid. Daar moet van de Regeering een daad van rechtvaardigheid uitgaan en tevens moet onbewimpeld blijken dat men hun voldoening wil verschaffen.

Het wetsontwerp dat wij de eer hebben aan de Kamer te onderwerpen beantwoordt aan den wensch van den achtbaren Minister. Wij stellen voor, de belanghebbenden tot een nieuw examen toe te laten, in ééne proef slechts. Het zou een bijzonder examen zijn, waarbij rekening wordt gehouden met hun persoonlijke toestand.

Eerstens voorzien wij eene proef over godsdienst en zedenleer, omdat deze candidaat-onderwijzers in 1917 en 1918 over die vakken niet konden ondervraagd worden om de redenen uiteengezet in onze redevoering. De godsdienst en de zedenleer zijn een verplichtend vak, en het spreekt dus van zelf dat de belanghebbenden, om een volledig diploma te bezitten, dit examen moeten afleggen. De ondervraging zal geschieden volgens het programma van het 4^{de} studiejaar der Staatsnormaalscholen; men zal dus den ernst er van niet kunnen betwisten; het geldt inderdaad een examen gelijk aan het uitgangsexamen. Waarom?

Wij voorzien vervolgens eene didactische proef. Waarom vragen wij niet een nieuw algemeen en wetenschappelijk examen?

Omdat het examen, afgenomen tijdens de bezetting, over het algemeen overeenkomstig was met de wet; de geschreven opstellen, die men voorzeker in het departement nog bezit, zullen dit bewijzen. Het zou niet rechtvaardig zijn, meenen wij, de belanghebbenden twee jaar later aan een nieuw examen te onderwerpen.

Maar, verklaarde de Minister in zijn hooger genoemde redevoering, ik moet de vakbekwaamheid van de belanghebbenden kunnen onderzoeken. Natuurlijk! Die eisch van den achtbaren Minister is zeer gegrond.

Maar hoe kan men beter de vakbekwaamheid van een jongen onderwijzer vaststellen tenzij door eene didactische proef over de leerstof van het 4^{de} studiejaar, d. i. de leerstof van het uitgangsexamen?

Ziehier hoe men gewoonlijk te werk gaat: de leden van de jury kiezen een zeker getal onderwerpen van lessen, uit al de vakken genomen, voorzien in het programma van al de graden van het lager onderwijs. Bij loting trekt de candidaat het onderwerp van eene les te geven aan de leerlingen in aanwezigheid van de juryleden. De les is gewoonlijk gevolgd door eene kritische ondervraging, op psychologisch, pedagogisch en methodologisch standpunt.

Dit examen is dus een examen over de vakbekwaamheid en beantwoordt aan het verlangen van den achtbaren Minister. Anderdeels wordt daardoor de middelweg aangewezen om een nieuw algemeen examen te vermijden.

Wij zijn er van overtuigd dat het examen, zooals wij het voorzien, aan den achtbaren Minister de waarborgen zal verschaffen welke hij terecht eischt; en terzelfdertijd worden de belangen der jonge onderwijzers, die wij voorstaan, er door gevrijwaard.

Bij artikel 2 vragen wij dat de maatregelen van toepassing getroffen worden binnen de drie maanden die volgen op het in voege treden der wet. Aldus kon het door ons voorstel beoogde examen plaats vinden in den loop van dit trimester, en de kandidaten zouden hun examen hebben afgelegd vóór het groot schoolverlof van 1921. Dan konden zij, die in hun examen zijn geslaagd, te rekenen van de maand October hun ambt hervatten of eene wettelijke benoeming

bekomen. Laten wij niet vergeten dat het personeel in de lagere scholen ontbreekt én dat de aanwinst van deze leerkrachten ons hoogst nuttig wezen zou.

Wij meenen ons wetsvoorstel alzoo op voldoende wijze te hebben gerechtsvaardigd, en zijn dienvolgens er van overtuigd dat de Kamer wijselijk en vaderlandslievend handelen zal met tot ons voorstel toe te treden en er onverwijld hare goedkeuring aan te hechten.

HENDRIK HEYMAN.

ANNEXE AU N° 239

Proposition de loi concernant l'obtention du diplôme d'instituteur et d'institutrice par les candidats qui ont subi l'examen devant les jurys centraux de Gand, Laeken et Forest en 1917-1918.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à l'article 24 de la loi organique de l'enseignement primaire, il sera organisé un examen d'instituteur, en une épreuve seulement, pour les candidats instituteurs dont le diplôme, délivré pendant la guerre, n'a pu être validé par application de l'arrêté royal du 21 août 1919.

A titre exceptionnel, cette épreuve comprendra :

1° Une interrogation sur la matière de la religion et de la morale prévue au programme de la quatrième année d'études dans les écoles normales de l'Etat;

2° Une épreuve didactique sur la même matière.

ART. 2.

Les mesures d'application seront prises dans les trois mois de la mise en vigueur de la présente loi.

BIJLAGE VAN N° 239

Wetsvoorstel betreffende het verkrijgen van het diploma van onderwijzer en onderwijzeres door de kandidaten die het examen voor de middenjury's van Gent, Laken en Vorst hebben afgelegd in 1917-1918.

EERSTE ARTIKEL.

In afwijking van artikel 24 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt een onderwijzersexamen, met ééne proef, ingesteld voor de kandidaat-onderwijzers, wier diploma, gedurende den oorlog afgeleverd, niet kon geldig verklaard worden bij toepassing van het Koninklijk besluit van 21 Augustus 1919.

Bij uitzondering bevat die proef :

1° Eene ondervraging over het vak van den godsdienst en van de zedenleer voorzien in het programma van het vierde studiejaar in 's Rijks normaalscholen;

2° Een didactische proef over hetzelfde vak.

ART. 2.

De uitvoeringsmaatregelen moeten binnen drie maanden na het in werking treden van deze wet getroffen worden.

HENRI HEYMAN.
ALP. HARMIGNIE.
P. POULLET.
EDMOND DOMS.
A. BUYL.
CAM. HUYSMANS.